

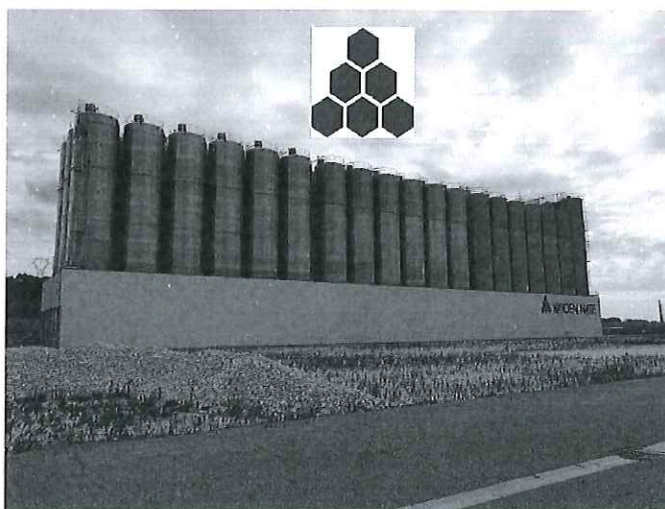
ENQUETE PUBLIQUE

Société VAL de l'ARC

ZAC EUROFLORYPARC Commune de BERRE l'ETANG MODIFICATIONS SUBSTANTIELLES DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE NOUVEAUX SILOS ET REORGANISATION DU STOCKAGE EXTERIEUR

DÉCISION N° E19000033/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 22 FEVRIER 2019

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 19 MARS 2019



Commissaire Enquêteur Jean-Claude CICCARIELLO

Procès Verbal de Synthèse

JC CICCARIELLO

Table des matières

1. Courrier Adressé au maître d'ouvrage.....	4
2. Schéma indiquant le périmètre du projet sur le site et la position des nouvelles infrastructures.	5
3. Références	6
4. Pièces jointes en Annexes	7
Annexe N° 1 au Procès-Verbal de Synthèse.....	8
Déroulement de l'enquête	8
5. Durée et siège de l'enquête	9
5.1 Planning des permanences.....	9
5.2 Informations légales	10
6. Déroulement de l'enquête	11
Annexe N° 2 au Procès-Verbal de Synthèse.....	16
Tableau de dépouillement et d'analyse.....	16
7. Observations du public durant la période de l'enquête	17
7.1 Observations reçues Commune de Berre l'Etang :	17
7.2 Observations reçues Commune La Fare les Oliviers.....	17
7.3 Observations reçues Commune Velaux	17
7.4 Observations reçues Commune de Rognac	17
8. Présentation des Questions et observations.....	17
8.1 Permanence du 16 avril 2019 Commune de Velaux.....	17
8.2 Graphique de répartition des question et Observations Velaux	23
8.3 Observations déposées sur le site de la préfecture le 09 mai 2019.....	24
8-4 Graphique de répartition des question et Observations Berre l'Etang	27
Annexe N° 3 au Procès-Verbal de Synthèse.....	28
Présentation des Cartes issues des consultations	28

Trafic-Info et Google.....	28
Carte du Conseil Départemental des B.d.R Direction	28
Des Routes et des Ports.....	28
9- Relevé du trafic carte prise sur Info-Trafic Berre l'Etang « Données en temps réel »	29
9.1 Cartes Pourtour ville de Berre l'Etang.....	29
9.2 Cartes Info-Trafic	30
9.3 Photos réseau routier « source Google »	35
9-4 Carte du trafic, Conseil Départemental des B.d.R Direction des Routes et des Ports	37
Réponse de la société VAL de l'ARC	38
Au Procès-verbal de Synthèse.....	38
Du 17 mai 2019	38

BOUC BEL AIR le 17 mai 2019

PROCES-VERBAL
DE COMMUNICATION DES OBSERVATIONS ECRITES OU ORALES RECUEILLIES DANS LES
DIVERS REGISTRES, COURRIERS ET LES COURRIELS ADRESSES AU COMMISSAIRE ENQUETEUR

1. Courrier Adressé au maître d'ouvrage

Monsieur,

L'enquête publique relative au projet d'extension de la plateforme logistique de VAL de L'AR qui trouve sur la commune de BERRE l'ETANG plus précisément sur la ZAC d'EUROFLORYPARC s'est terminée le 10 mai 2019 à 24h00, puisque le public avait la possibilité de déposer leurs observations sur l'adresse électronique de la Préfecture. La dernière permanence s'est terminée à 12h45 à la Mairie de Berre l'Etang siège de l'enquête.

Cette enquête s'est déroulée normalement, tel qu'énoncé dans l'arrêt préfectoral N° 2017-283-A, les permanences ont été tenues dans les communes de BERRE l'ETANG, La FARE les OLIVIERS, ROGNAC et VELAUX, La mairie de Berre l'Etang étant le siège de l'enquête.

Les horaires de permanences fixés dans chacune des mairies ont été respectés, sauf à la mairie de VELAUX où une personne s'est présentée le 16 avril 2019 à 11h55 quasiment à l'heure de fermeture.

Globalement l'affluence lors de permanences a été faible, peu de personnes se sont mobilisés. Néanmoins lors de la permanence de VELAUX un document de 20 questions et observations a été remis et joint au registre.

Le 09 mai 2019, 12 questions ont été déposées sur la boîte aux lettres électronique de la préfecture.

L'enquête publique porte sur une autorisation (**dossier unique**) d'extension des installations déjà existantes dont le schéma ci-dessous montre l'état avant et après.

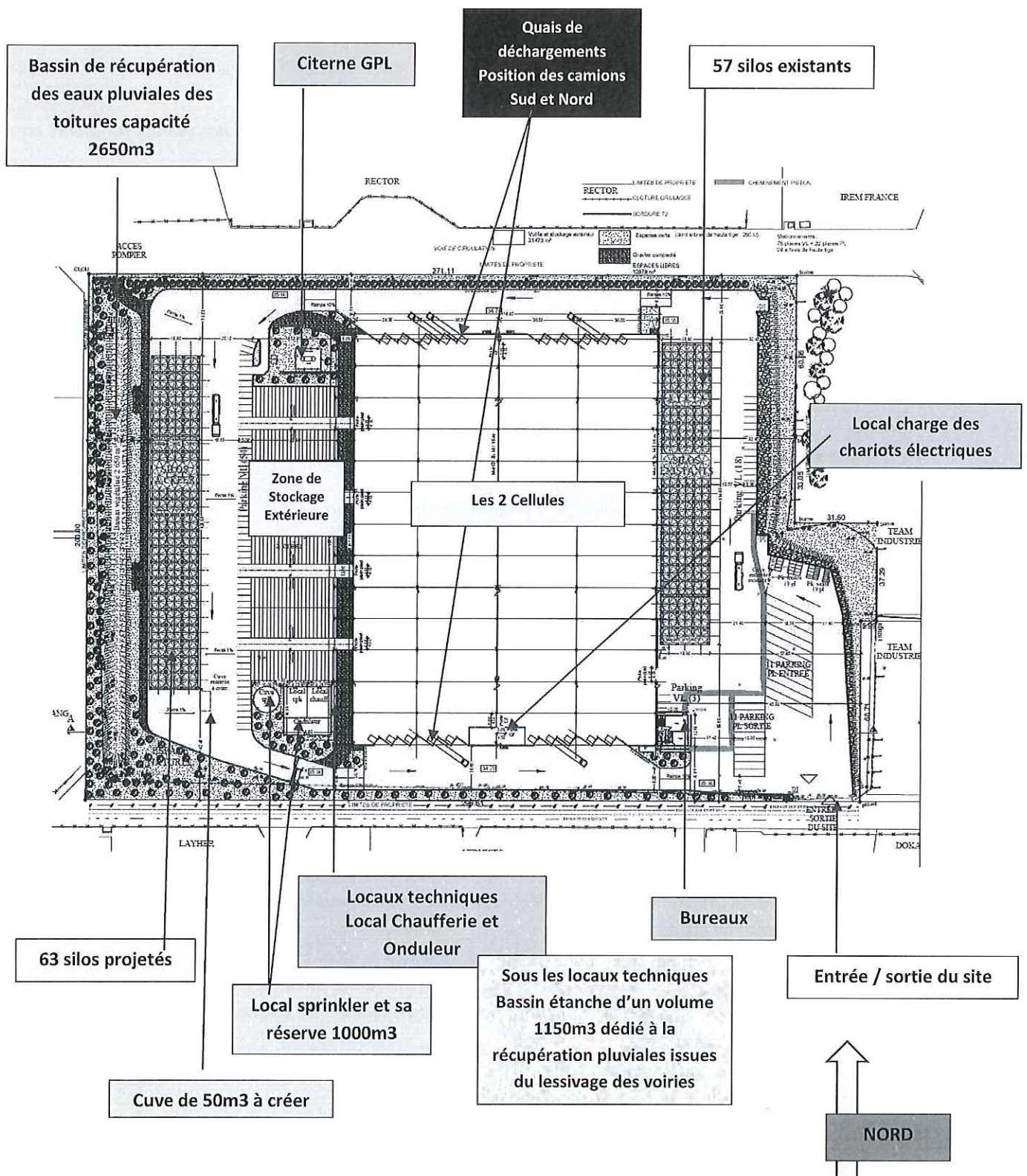
Site installations Actuelles

- 57 Silos de 500m³ de capacité unitaire
- Une aire de stockage Extérieure de 5760m²
 - 2 ilots de 12x60 m
 - 3 ilots de 24x60m
 - 4 allées de circulations de 5m de largeur et 60m de long
- Une citerne de stockage de GPL
- Station de distribution de GPL
- Un bâtiment modulaire pour bureaux
- Un bâtiment modulaire pour vestiaires et réfectoire
- Trois conteneurs pour l'entreposage de petit matériel

Site après nouvelles installations

- 57 Silos de 500m³ de capacité unitaire
- Une aire de stockage Extérieure de 3900m²
 - 2 ilots de 11,50mx34,50 m
 - 3 ilots de 23mx 34,50m
 - 4 allées de circulations de 5m de largeur sur 34,50m de long
- Une citerne de stockage de GPL mais déplacée au nord
- Station de distribution de GPL mais déplacée au nord
- Un entrepôt couvert de 18000m² composé de 2 cellules
- Un bloc bureaux de 244m² Rdc+1
- 63 silos de 500m³ de capacité unitaire
- Un local sprinklers et sa réserve d'eau
- Un local chaufferie
- Un local dédié au stockage du matériel
- Un bassin de récupération des eaux pluviales
- Un bassin étanche de récupération des eaux de lessivage des voiries

2. Schéma indiquant le périmètre du projet sur le site et la position des nouvelles infrastructures.



La vocation de la société VAL de l'ARC est uniquement liée à la logistique, le stockage sur le site concerne principalement,

- De matières plastiques sous forme de granulés.
- De PVC en état pulvérulent
- De matière minérales sous forme de de granulés en état pulvérulent

A l'ensachage d'une partie des produits et leurs palettisations en sacs ou dans des grands récipients pour vrac « GRV » et stockage à l'extérieur et dans les futures en cellules.

Le site pourra de façon ponctuellement réceptionner des produits conditionnés sous formes d'aérosols, des colles et vernis, fongicides etc.

La manutention des produits palettisés s'effectue à l'aide de chariots automoteur alimentés au GPL et électrique alimenté par des batterie lithium, ou conventionnelles qui seront utilisés dans les entrepôts couverts « Cellules ».

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement. Les valeurs d'entreposage projetées indiquent qu'elles rentrent et répondent aux critères de classement actuel, de ce fait l'établissement n'est pas classé sous le régime SEVESO seuil bas ou seuil haut.

Le site d'exploitation sera dans sa nouvelle configuration soumis à autorisation au titre des rubriques 1530, 1532, 2160-2, 2662 et 2663-2 de la nomenclature ICPE.

3. Références

- L.123-3 à L.123-15, R.123-2 à R123-21, L511-1 et L.512-1
- L 562-1 à L562-9 et R 562-1 à R 562-10-2
- R.122-5 R.512-6 à R 512- 10
- Article L 126-1 et R123-11 du code de l'urbanisme
- Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017
- Le domaine concerné ICPE premier alinéa du 2° de l'article L.181-1
- Demande d'autorisation environnementale -Décrets N° 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017.
- Demande d'autorisation environnementale unique du 18 novembre 2017 complété le 25 mai 2018
- L'avis relatif à l'étude d'impact
- L'avis du sous-préfet d'Istres du 30 novembre 2017
- La saisine pour avis par lettre du 10 janvier 2018 de la DRAC, de l'INAO, de l'ARS, de la DDSIS, de la DIRECTE, de la DDTM SMEES, du SIRACED PC conformément aux articles R 181-17 et R-181-23 du code de l'environnement
- L'avis de la mission régionale d'autorité environnementale sur le projet de l'entrepôt de stockage et la création de silos en date du 05 novembre 2018
- Le mémoire en réponse de la société Val de l'ARC en date du 15 novembre 2018
- Le Rapport de fin d'examen de la directrice régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du logement en date du 10 janvier 2019

- La décision N° E1900008/13 de la Présidente du tribunal Administratif de Marseille en date du 18 janvier 2019, donnant nomination d'un commissaire enquêteur
- Projet d'Arrêté de la préfecture portant sur ouverture d'une enquête publique concernant la demande formulée par la société VAL de l'ARC N° 2017-283-A

4. Pièces jointes en Annexes

- Le déroulement de l'enquête
- Les Tableaux des observations recueillies durant l'enquête, leurs répartitions
- La carte produite par Conseil Départemental des B.d.R Direction des Routes et des Ports

Bilan des Remarques et Observations					
Mairies	Inscriptions Registre	Courriers		Courriels	Dossiers Déposés
		Total Reçus	Dont Hors délais		
Berre l'Etang	0	0	0	1 de 12 questions	12 questions jointes au courriel
La Fare les Oliviers	0	0	0	0	0
Velaux	20	0	0	0	2 feuilles relatives aux 20 questions
Rognac	0	0	0	0	0
Total	20	0	0	12	2

Je vous demande donc de m'adresser sous 15 jours, conformément aux stipulations de l'article R.123-18 du code de l'environnement, vos observations éventuelles en réponse au regard des observations que je vous communique en pièce jointe.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

**Remis et commenté
à la Société VAL de l'ARC
375 Allée Henri Moissan- ZAC Euroflory Parc -13130 BERRE l'ETANG.**

Le 17 mai 2019

(En 2 exemplaires de 38 pages)

Pour le maître d'Ouvrage

Pour le maître d'Ouvrage

Monsieur VAN HOEYWEGEN Hendrik
Représentant le maître d'Ouvrage Pris
connaissance le 17 mai 2019



VAL DE L'ARC
375 allée Henri Moissan
Euroflory Parc
13130 BERRE L'ETANG
TVA FR 79 450 853 759 - Siret 450 853 759 00022
Tél. 04 42 74 58 84 - APE 5210 B

Le commissaire Enquêteur

Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO
Remis et commenté le 17 mai 2019

JC CICCARIELLO



Annexe N° 1 au Procès-Verbal de Synthèse

Déroulement de l'enquête

5. Durée et siège de l'enquête

L'enquête d'une durée de trente trois jours (33 jours) consécutifs, aux jours et heures habituelles d'ouvertures des mairies à l'exception des jours fériés et éventuels ponts, s'est déroulée du lundi 08 avril au vendredi 10 mai 2019 inclus.

Pendant cette période, le dossier et le registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public dans les lieux suivants :

a) Mairie de BERRE l'ETANG 13130.

Mairie principale de l'enquête puisque lieux d'implantation de la société VAL de l'ARC.

Centre administratif Entrée Cadaroscum « service Urbanisme et développement (4^{ème} étage)

b) Mairie de La FARE les OLIVIERS 13580.

Hôtel de Ville – Service Urbanisme 250 avenue des Puisatiers

c) Mairie de VELAUX 13880

Hôtel de Ville 997 avenue Jean Moulin

d) Mairie de ROGNAC 13340

Centre technique Municipal, 25 avenue Jean Mermoz

5.1 Planning des permanences

Enquête publique VAL de l'ARC Période du lundi 08 avril 2019 au vendredi 10 mai 2019 Inclus Horaires des Mairies								
Lieux	Berre l'Etang		La Fare les Oliviers		Velaux		Rognac	
Jours	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mardi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	14h00-17h00	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Mercredi	8h30-12h30	14h00-17h00	Fermé	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Jeudi	8h30-12h30	Fermé	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Vendredi	8h30-12h30	14h00-17h00	9h00-12h00	Fermé	8h00-12h00	14h00-17h00	9h00-12h00	14h00-17h00
Planning des permanences Commissaire Enquêteur JC CICCARIELLO								
Lundi	08-04-2019 8h30-12h30							
Mardi					16-04-2019 8h00-12h00			
Mercredi								
Jeudi			11-04-2019 9h00-12h00				18-04-2019 9h00-12h00	
Vendredi	10-05-2019 8h30-12h30							

5.2 Informations légales

Le dossier d'enquête publique était consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site de la préfecture des bouches du Rhône : pref-ep-valdelarc@bouches-du-rhone.gouv.fr

Sur cette adresse le public pouvait y déposer leurs observations, lesquelles étaient aussitôt retransmises sur l'adresse électronique du commissaire enquêteur.

Les observations et propositions écrites sur ce projet pouvaient être adressées au commissaire enquêteur par voies postale au siège de l'enquête à la mairie de Berre l'Etang.

J'ai assuré la réception du public, conformément aux directives définies par l'arrêté du 19 mars 2019 N° 2017-283A, de monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur de la zone de défense et de sécurité Sud-Préfet des Bouches-du Rhône.

D'autre part l'avis d'enquête publique a été portée à la connaissance du public dans les quotidiens régionaux :

La Provence : le 21 Mars puis le 09 avril 2019

La Marseillaise : le 21 mars puis le 09 avril 2019

Chacune des mairies a affiché dans les vitrines disposées devant chacune d'elles l'avis d'enquête publique relative à la société VAL de l'ARC.

6. Déroulement de l'enquête

a) Mairie de Berre l'Etang

La première perméance s'est déroulée le 08 avril 2019 de 8h30 à 12h30. Deux personnes ont souhaité que le commissaire enquêteur leur explique le périmètre du projet, la discussion a duré plus d'une heure. Ces deux personnes se sont contentées d'explication et n'ont pas souhaité inscrire sur le registre leurs questions et observations, lesquelles étaient pertinentes.

Les moyens matériels mis à disposition du commissaire enquêteur étaient très satisfaisants.

La salle mise à disposition du commissaire enquêteur se situait dans le service urbanisme au 4^{ème} étage. L'accès au public ne posait aucune difficulté puisqu'aisément accessible soit par un escalier ou un ascenseur. Tel que constaté sur la photo ci-dessous le commissaire enquêteur a disposé l'ensemble des éléments « dossiers-plans-documents administratif et registre » à disposition du public.

Le commissaire enquêteur remercie le service urbanisme pour l'accueil et les conditions matérielles mises à sa disposition pour réaliser l'enquête. De nombreux échanges téléphoniques ont eu lieu avec ce service.



b) Mairie de la Fare les Oliviers

Il s'agit de la seconde permanence qui s'est déroulée le 11 avril 2019 de 9h00 à 12h00. Aucune personne n'est venue durant la permanence.

Les moyens matériels mis à disposition du commissaire enquêteur étaient très satisfaisants. La salle mis à disposition du commissaire enquêteur se situait dans le service urbanisme. L'accès au public ne posait aucune difficulté puisqu'aisément accessible depuis le parking.

Tel que constaté sur la photo ci-dessous le commissaire enquêteur a disposé l'ensemble des éléments « dossiers-plans-documents administratif et registre » à disposition du public.

Le commissaire enquêteur remercie le service urbanisme pour l'accueil et les conditions matérielles mis à sa disposition pour réaliser l'enquête.



c) Mairie de Velaux

Il s'agit de la troisième permanence qui s'est déroulée le 16 avril de 8h30 à 13h15. Une seule personne est venue porter 20 questions et observations.

Les moyens matériels mis à disposition du commissaire enquêteur étaient très satisfaisants.

La salle mis à disposition du commissaire enquêteur se situait au RDC de la mairie. L'accès au public ne posait aucune difficulté puisqu'aisément accessible depuis le parking.

Tel que constaté sur la photo ci-dessous le commissaire enquêteur a disposé l'ensemble des éléments « dossiers-plans-documents administratif et registre » à disposition du public.

Le commissaire enquêteur remercie le service urbanisme pour l'accueil et les conditions matérielles mis à sa disposition pour réaliser l'enquête.



d) Mairie de Rognac

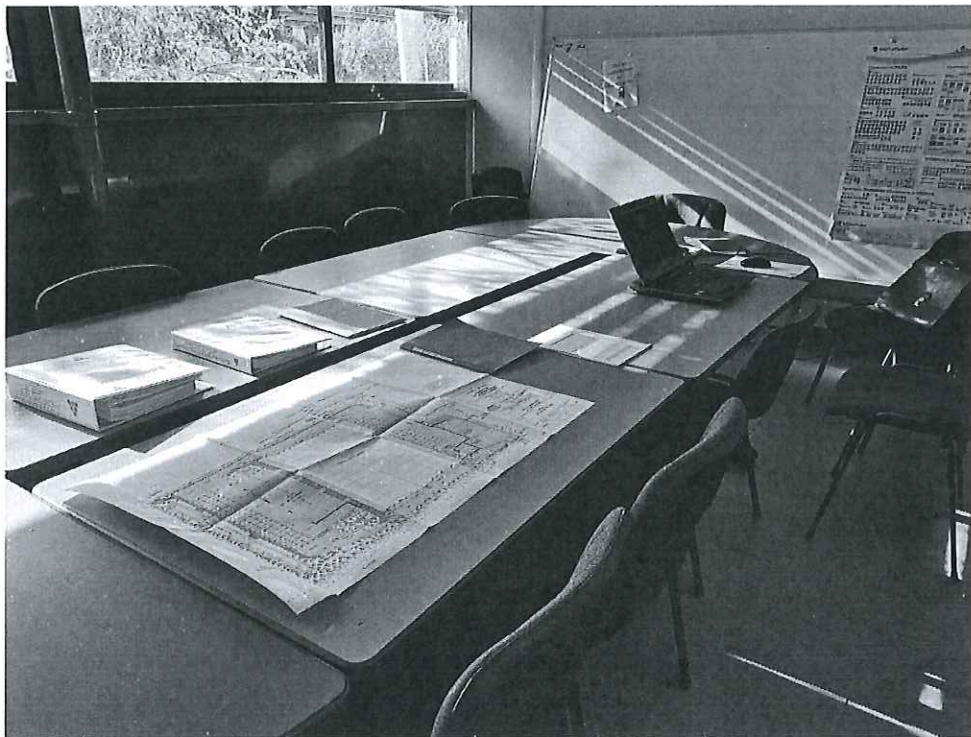
Il s'agit de la quatrième permanence qui s'est déroulée le 18 avril 9h00 à 12h00. Aucune personne n'est venue durant la permanence.

Les moyens matériels mis à disposition du commissaire enquêteur étaient très satisfaisants.

La salle mis à disposition du commissaire enquêteur se situait au RDC du service technique. L'accès au public ne posait aucune difficulté puisqu'aisément accessible depuis le parking.

Tel que constaté sur la photo ci-dessous le commissaire enquêteur a disposé l'ensemble des éléments « dossiers-plans-documents administratif et registre » à disposition du public.

Le commissaire enquêteur remercie le personnel de ce service pour l'accueil et les conditions matérielles mis à sa disposition pour réaliser l'enquête.

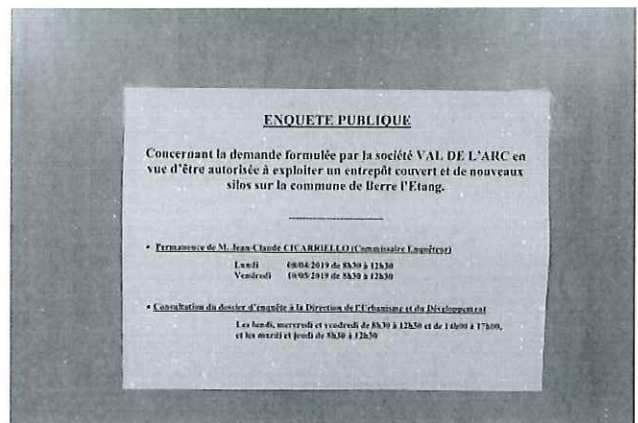
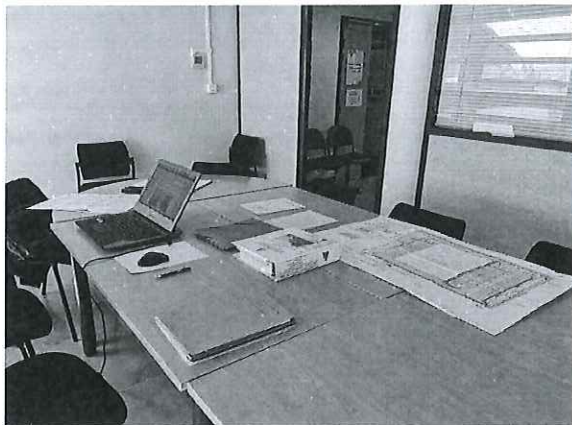


e) Mairie de Berre l'Etang

La cinquième permanence de clôture de l'enquête s'est déroulée le 10 mai 2019 de 8h30 à 12h45. Les moyens matériels mis à disposition du commissaire enquêteur étaient très satisfaisants.

La salle mis à disposition du commissaire enquêteur se situait dans le service urbanisme au 4^{ème} étage. L'accès au public ne posait aucune difficulté puisqu'aisément accessible soit par un escalier ou un ascenseur. Tel que constaté sur la photo ci-dessous le commissaire enquêteur a disposé l'ensemble des éléments « dossiers-plans-documents administratif et registre » à disposition du public.

Le commissaire enquêteur remercie le personnel de ce service pour l'accueil et les conditions matérielles mis à sa disposition pour réaliser l'enquête.



Annexe N° 2 au Procès-Verbal de Synthèse

Tableau de dépouillement et d'analyse

7. Observations du public durant la période de l'enquête

Durant la période de l'enquête qui s'est déroulée conformément à l'arrêt préfectoral du 19 N° 2017-283-A, le public avait la possibilité soit de venir rencontrer durant les dates de permanences le commissaire enquêteur, soit d'adresser un courrier au commissaire enquêteur (courrier à l'adresse de la mairie principale « Berre l'Etang » ou bien par voie électronique mise à disposition par la préfecture.

7.1 Observations reçues Commune de Berre l'Etang :

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- 1 document d'une page indiquant 12 observations transmise par voie électronique à la Préfecture

7.2 Observations reçues Commune La Fare les Oliviers

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

7.3 Observations reçues Commune Velaux

- 1 document de 2 pages indiquant 20 observations joint au registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

7.4 Observations reçues Commune de Rognac

- Aucune observation inscrite sur le registre
- Aucune observation transmise par courrier
- Aucune observation transmise par voie électronique

8. Présentation des Questions et observations

8.1 Permanence du 16 avril 2019 Commune de Velaux

Au total sur le registre, 1 demande accompagnée de 2 fiches comportant 20 Questions et Observations présentées dans le tableau ci-dessous, lequel reprend à l'identique les observations formulées lors de la permanence du 16 avril 2019 à la mairie de Velaux.

Le maître d'ouvrage dispose pour chacune des Questions et Observations d'une zone qui lui est dédiée à sa/ses réponses, idem pour le commissaire enquêteur.

Les questions et observations ont été classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

Type de question	Repère	Couleur
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique industrielle	PI	

Date	16 avril 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	Madame C. représentant les élus d'opposition de Velaux du groupe Velaux en Avant (pour les 20 questions)
Numéro	Observation /Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m² de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
R1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Le site est sous la responsabilité de l'exploitant, jugé compétant en matière de logistique, cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.							
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».							
3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m³). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.						
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur						
Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elle. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête. La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimique.							
4 PI	Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.						
R4-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
R4-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur						
L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !							

5 PI	Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.
R5-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R5-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.	
6 HS	Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.
R6-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R6-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimique, de favoriser le développement en lien avec la RD113. (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCOT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.	
7 NT	A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.
R7-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R7-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint). Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.	
8 NT	Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.
R8-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R8-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.	

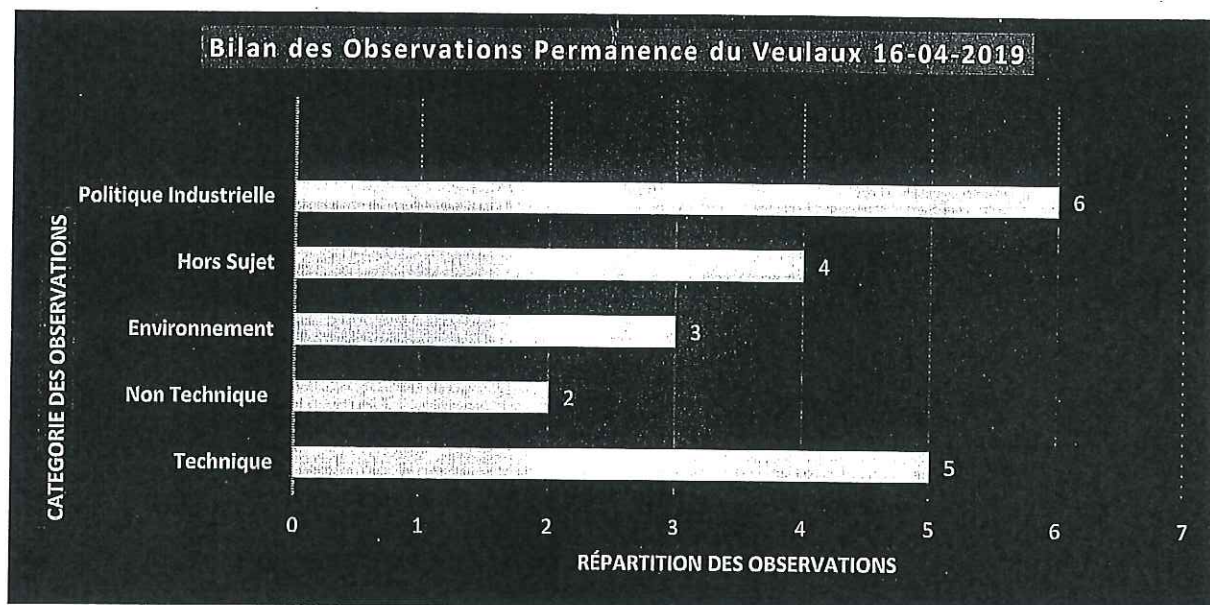
9 HS	En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.
R9-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R9-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.</p> <p>Toutefois afin de préciser plus largement, sources PADD Berre l'Etang page 15/27.</p> <p>La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopoie Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :</p> <p>La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supracommunal.</p> <p>Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.</p> <p>Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.</p>	

10 PI	A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.
R10-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R10-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.</p>	
11 T	A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?
R11-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R11-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point un d'oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.</p>	

12 PI	Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie et CABOT, pour envisager du stockage dans cette zone déjà endommagée et polluée. L'espace paysagiste et environnemental est déjà dégradé dans cette zone et une activité agricole est directement impactée par cette activité routière et également de chargement de PVC à cause du vent.
R12-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R12-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	La première partie de la question est propre aux stratégies industrielles. La seconde partie de la question trouve ses réponses dans le plan d'aménagement inscrit dans le SCoT et le PADD de la commune de Berre l'Etang. L'Agence Régionale de Santé « ARS » n'a fait aucun commentaire particulier sur la mise en suspension de PVC dans l'air.
13 E	Aucun brûlage de déchets n'est annoncé. Donc où et comment seront-ils traités ?
R13-1	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
R13-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Toutes activités mettant en œuvre une flamme est interdite sur le site. Sauf celles relatives aux opérations de maintenance pour lesquelles un permis feu est délivré par l'exploitant. Les déchets suivent les filières adéquates, traité au chapitre 4.5 de l'Etude d'Impact.
14 T	P24. Le site ne réalise actuellement pas de chargements avant 7h00 ni après 18h00 (horaire d'ouverture et fermetures annoncées de ce site (6h00-22h00)).
R14-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R14-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Le fonctionnement du site est sous la responsabilité de l'employeur. Les horaires de travail se caractérisent par l'organisation du temps de travail et la présence d'un salarié au sein de l'entreprise. L'exploitant organise les plages d'horaires de travail au regard des producteurs industriels et dans le respect du code du travail en vigueur.
15 E	La présence d'animaux sur le site ne pourra pas être occultée, car sur le site pétrochimique, malgré les battues organisées, en recense toujours.
R15-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R15-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Ce point a été abordé dans l'étude d'impact « incidences Natura 2000 » qui conclut qu'il n'y a aucun animal sur le site. Du fait de la connaissance du site et des lieux environnant il appartient à l'exploitant d'y répondre.

16 E	P25 les dispositions pour éviter les envois de déchets ne sont pas précisées, donc envisageables par fort vent. (il s'agit de matières plastiques, produit en emballage)
R16-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R16-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
17T	Dans son étude d'impact page 35, l'exploitant a pris en compte l'arrête préfectoral N° 96-208 du 01-08-1996. P.25 les impacts sur la santé du site n'intègrent pas les risques liés à l'activité pétrochimique. Cette zone est par conséquent proche d'un site classé SEVESO et des risques de fuite de produits venant de l'extérieur sont-ils intégrés ?
R17-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R17-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Chaque installation décrit dans son analyse de risque et d'impact les régimes de fonctionnement qui leurs sont propres, forcément soumise à enquête publique. Val de l'ARC a réalisé son étude d'impact conformément aux articles R 512-6 à R512-10 du code de l'environnement. Par contre VAL de l'ARC n'a pas à intégrer dans son étude les risques et l'impact des sites industriels voisins qui sont seuls à pouvoir le faire et pour cause, ils maîtrisent leur Process, lesquels ont forcément répondu lors de l'instruction de leurs dossiers aux mêmes exigences qui se posent à VAL de l'ARC.
18 PI	P27 les émissions sonores ne feront qu'augmenter en fonctions du développement de cette zone qui sera amenées à être densifiées lorsque le site pétrochimique arrivera en fin de vie. Les activités agricoles et touristiques génératrice d'emplois ne seront plus envisageables.
R18-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R18-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	A la même page P27 (Résumé non technique) l'exploitant a répondu à la question, les réponses plus détaillées sont présentées en P41 et 42 de l'étude d'impact : sur les régimes et consignes d'exploitation qui seront mises en place afin de limiter les émissions sonores. Pas de réponse sur la deuxième partie de la question qui semble associer la zone d'activité aux activités agricoles et touristiques, qui sont des zones bien distinctes et parfaitement identifiées dans le PLU de la commune de Berre l'Etang.
19HS	Une accumulation de ce genre d'activité logistique est synonyme de mort annoncée de tout autre activité valorisante pour notre région.
R19-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R19-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimique (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.
20HS	Forte réduction de la valeur foncière des terrains
R20-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R20-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
	Pas de commentaire particulier sur cette question

8.2 Graphique de répartition des question et Observations Velaux



Le graphique présenté indique la tendance des questions posées, classées en 5 catégories.

Sur les 20 questions :

- 6 sont relatives à la politique industrielle,
- 4 sont considérées comme étant hors sujet
- 3 concernant l'environnement
- 2 sont considérées non technique
- 5 sont techniques.

8.3 Observations déposées sur le site de la préfecture le 09 mai 2019

Le commissaire enquêteur constate que les questions posées par madame Sonia BENNACEUR sont les mêmes que celles posées par madame Claire ADOULT le 16 avril 2019 à Velaux.

Les questions et observations ont été classées en cinq catégories différenciées par un code couleur.

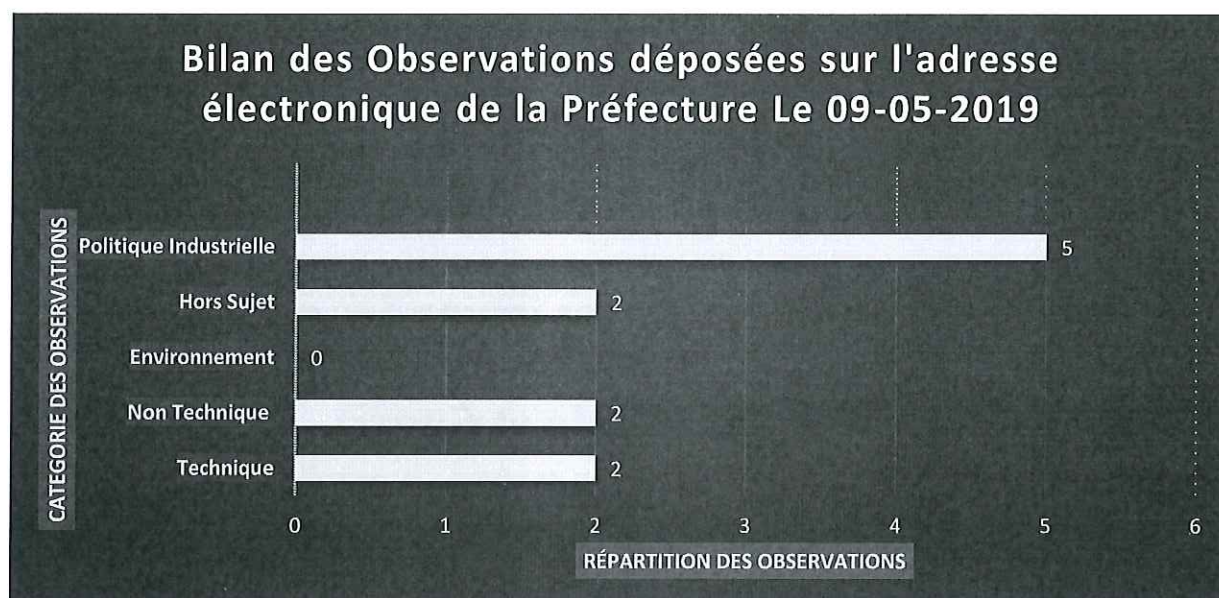
Type de question	Repère	Couleur
Technique	T	
Non technique	NT	
Environnement	E	
Hors sujet	HS	
Politique industrielle	PI	

Date	09 mai 2019 Mail remis par la préfecture au commissaire Enquêteur le 10 mai 2019	Moyen	R	C	@	Identité du demandeur	Bonjour, habitant Berre l'Etang je m'inquiète de ce projet notamment au niveau environnementale, sonore et de la circulation des différentes communes proches. Je me pose de nombreuses questions qui coince avec le groupe de Velaux. Je ne trouve aucun élément positif personnel.
Numéro	Observation /Questions						
1T	Vous annoncez 100 rotations/jours pour 65 silos de 500mt. 20.000m ² de stockage couvert, alors que sur le site pétrochimique LBI une unité de 8 silos charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.						
R1-1	Réponses/Commentaire Porteur de projet						
R1-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Le site est sous la responsabilité de l'exploitant, jugé compétant en matière de logistique cœur de métier de KATOEN NATIE, qui exploite d'autres sites du même type, il est donc seul à pouvoir répondre à cette question.							
2 T	Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffré ! et page 24 il est également marqué une estimation de 100 rotations/jour.						
R2-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
R2-2	Commentaire du Commissaire Enquêteur						
Question proche de la 1T. C'est à l'exploitant de répondre à la question. Remarque Il n'est pas noté « augmentation » mais « fréquence ».							
3 PI	Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ses activités. Société GCA Rognac 30 silos (Stockage PVC+PP+PE) KATOEN déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONEPVC 12 Silos (dont 8 de 2000m3). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? si non, quel est l'intérêt d'en rajouter.						
R3-1	Réponse /commentaire Porteur de projet						
R3-2	Commentaire Commissaire Enquêteur						
Cette question est purement liée à la politique industrielle de chaque industriel, l'optimisation des installations relève des choix stratégiques de chacune d'elle. La stratégie industrielle ne rentre pas dans le périmètre de ladite enquête. La réponse se trouve aussi dans le plan global d'aménagement de la zone de Berre dont le SCot et le PADD fixent les grandes lignes du développement économique et le maintien des activités pétrochimique.							

4 PI	Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée ? n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau ou KATOEN est déjà présent.
R4-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R4-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
L'industriel est propriétaire du terrain, les installations actuelles présentes sur le site sont en exploitation, il est libre de ses choix industriels. La notion de surdimensionnement est subjective !	
5 PI	Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.
R5-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R5-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le site VAL DE L'ARC va créer dans sa nouvelle configuration environ une dizaine d'emplois directs. Il appartient à l'industriel de répondre à cette question.	
6 HS	Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site.
R6-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R6-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Le PLU -PADD document élaboré en cohérence avec le Scot met en évidence l'importance du développement économique et du maintien des activités pétrochimique, de favoriser le développement en lien avec la RD113. (Page 15/26 du PADD). La zone d'activités EuroFlory-Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCOT identifie l'extension de la zone EuroFlory-Parc comme un site économique à enjeux. La zone actuelle arrive aujourd'hui à saturation et son extension doit être prévue dans le cadre du PLU. Cette zone présente un intérêt supracommunal.	
7 NT	A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'étang, sera vite saturé, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdire, mais c'est l'accès le plus court en sortant de l'autoroute.
R7-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R7-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Dans son courrier du 24-04-2019 le commissaire enquêteur s'est rapproché de la Direction des Routes Arrondissement de Berre l'Etang, laquelle lui a répondu par mail du 03-05-2019 en lui transmettant la carte du trafic du secteur considéré (Plan joint). Parallèlement à cette demande le commissaire enquêteur a consulté de façon aléatoire Info-traffic sur plusieurs jours dont les cartes sont jointes. Il ressort de l'analyse de ces cartes que le trafic ne présente pas une saturation particulière ou permanente. Plusieurs photos jointes Google (prise un jour J) des différentes zones ne montrent pas un trafic saturé aux points considérés.	
8 NT	Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé.
R8-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R8-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
D'après l'enquête conduite, il semblerait que ce Rond-point ait amélioré la circulation, l'ensemble des photos jointes ainsi que les relevés Info -Trafic joints ne montrent pas que cet endroit soit particulièrement saturé. Quelques petits blocages et ralentissements sont néanmoins constatés.	

9 HS	En sous dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et accident de circulation routière de la zone.
R9-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R9-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>La question n'a pas de lien direct avec le projet VAL de l'ARC.</p> <p>Toutefois afin de préciser plus largement, sources PADD Berre l'Etang page 15/27.</p> <p>La RD 113 constitue un axe de développement économique structurant, notamment mis en évidence dans le cadre du SCoT d'Agglopolo Provence. Le développement économique de Berre l'Etang doit être envisagé en cohérence avec cet axe structurant. Le PADD organise ce développement économique au travers de deux projets structurants :</p> <p>La zone d'activités EuroFlory Parc possède une situation stratégique sur cet axe et constitue un outil de développement économique attractif. Le SCoT identifie l'extension de la zone EuroFlory Parc comme un site économique à enjeux qui présente un intérêt supracommunal.</p> <p>Le secteur de l'Aérodrome constitue également un site à enjeux pour le développement économique. Le SCoT identifie un site économique d'importance locale sur la commune de La Fare. Ce site pourrait s'étendre sur la commune de Berre-l'Etang le long de la RD 113. Ce site, situé autour de l'aérodrome s'inscrit en continuité de l'urbanisation de la commune de La Fare les Oliviers.</p> <p>Toutefois dans le cadre des évolutions et des enjeux économiques de la région, il appartient à cette dernière de prendre en compte le dimensionnement des équipements et infrastructures routières, chose qu'elle a sans aucun doute identifié dans sa stratégie globale.</p>	
10 PI	A-t-on identifié l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN.
R10-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R10-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Cette question concerne la politique industrielle de chaque acteur industriel du secteur, cela leur est propre. La notion de concurrence n'a rien à voir avec le projet et notamment avec l'enquête. Le commissaire enquêteur n'émet aucun commentaire.</p>	
11 T	A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?
R11-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R11-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
<p>Au regard des études produites par le porteur de projet, l'analyse, les questions produites par les différents services d'état ainsi que les réponses apportées par l'industriel, n'indiquent point un oubli ou interprétations erronées. D'autre part l'exploitant présente dans son étude de Danger l'analyse préliminaire des risques et les mesures conservatoires.</p>	
12 PI	Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie
R12-1	Réponse /commentaire Porteur de projet
R12-2	Réponse /commentaire Commissaire Enquêteur
Pas de commentaire du commissaire enquêteur.	

8-4 Graphique de répartition des question et Observations Berre l'Etang



Le graphique présenté indique la tendance des questions posées, classées en 5 catégories.

Sur 12 questions :

- 5 sont relatives à la politique industrielle,
- 2 sont considérées comme étant hors sujet
- 0 concernant l'environnement
- 2 sont considérées non technique
- 2 sont techniques.

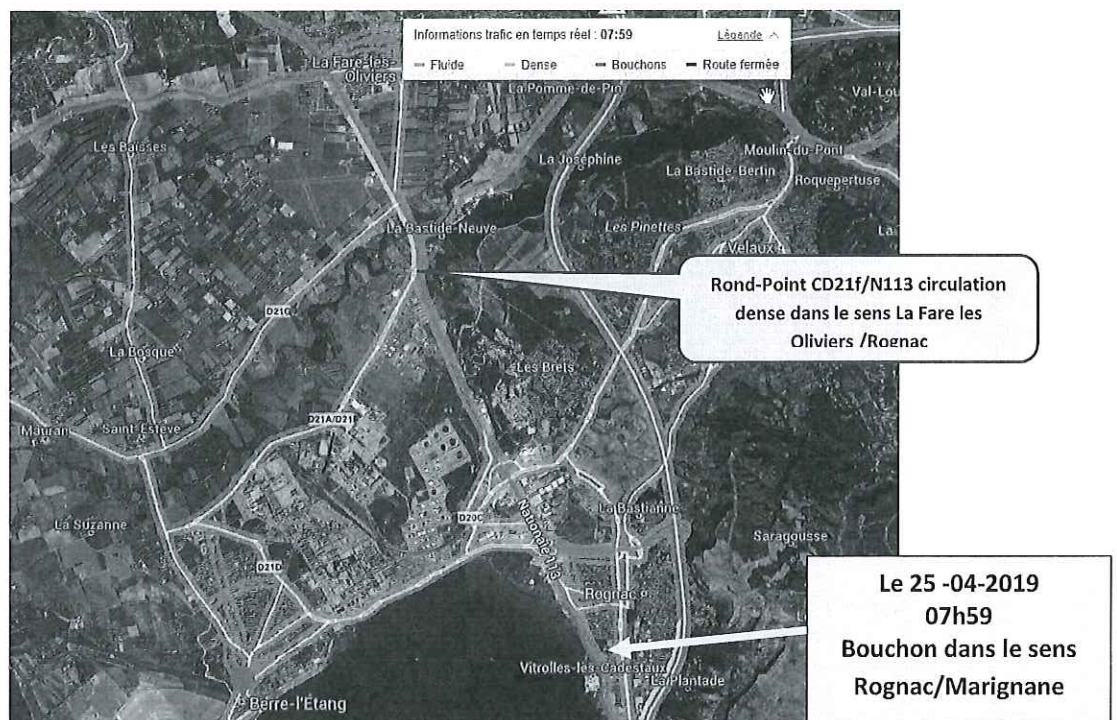
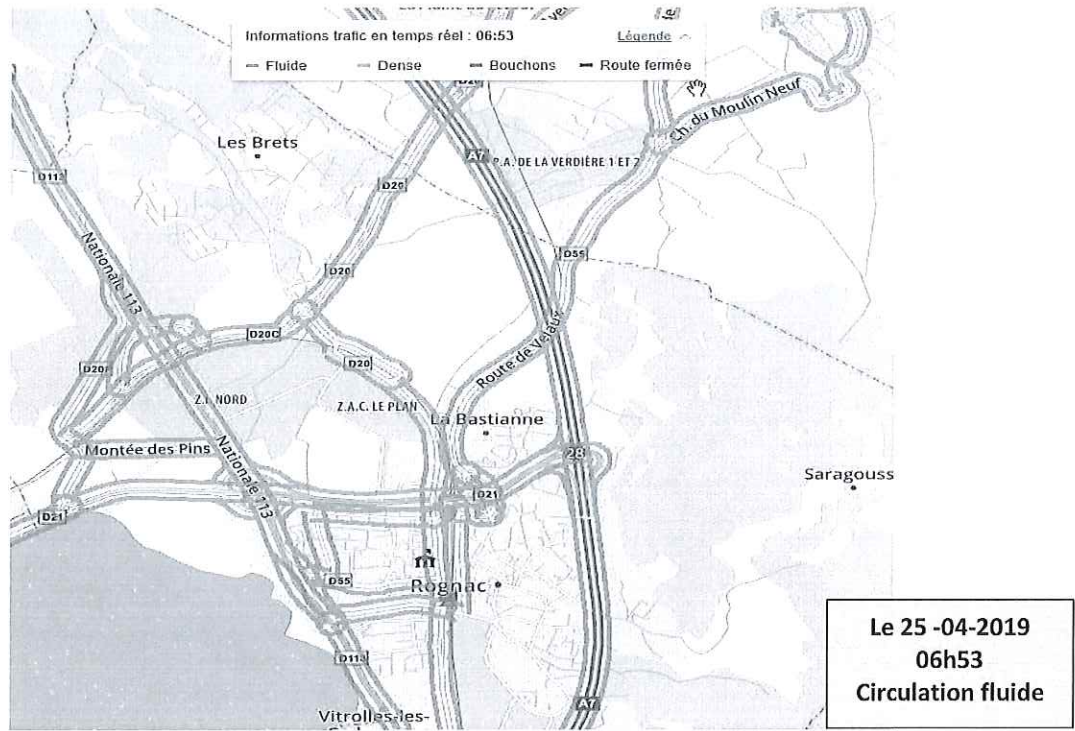
Annexe N° 3 au Procès-Verbal de Synthèse
Présentation des Cartes issues des consultations
Trafic-Info et Google
Carte du Conseil Départemental des B.d.R Direction
Des Routes et des Ports

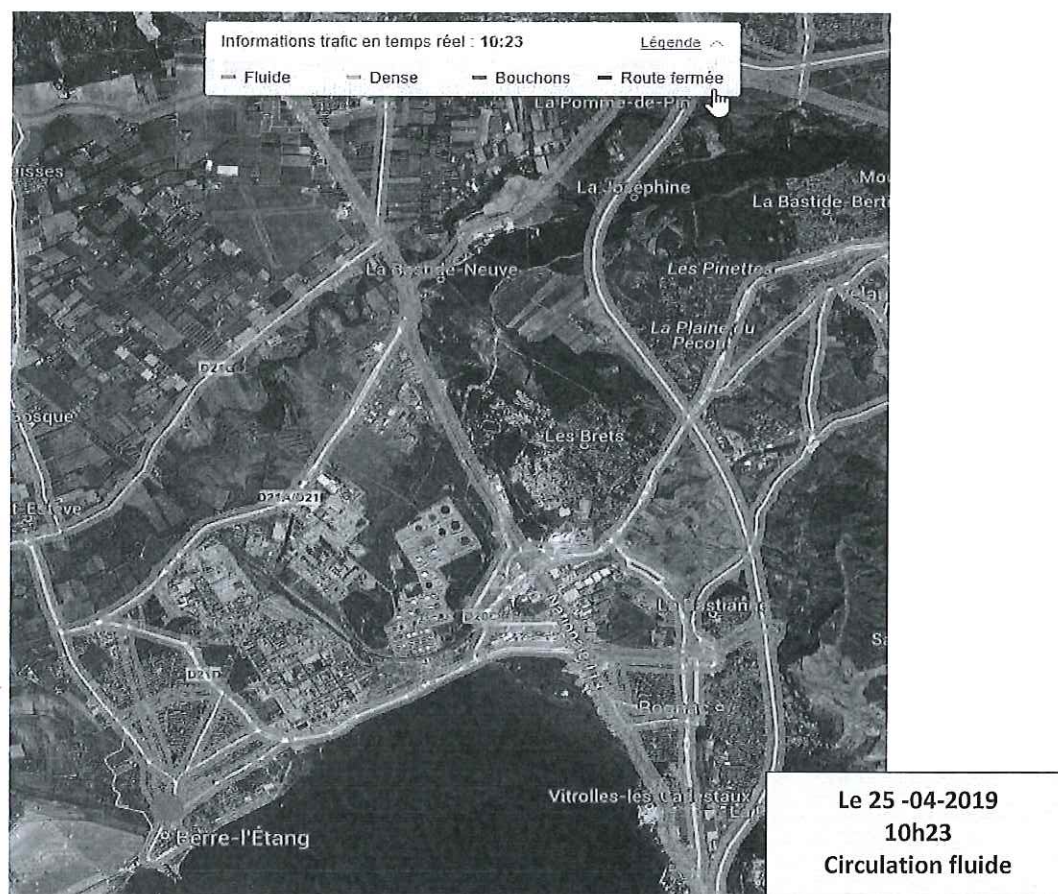
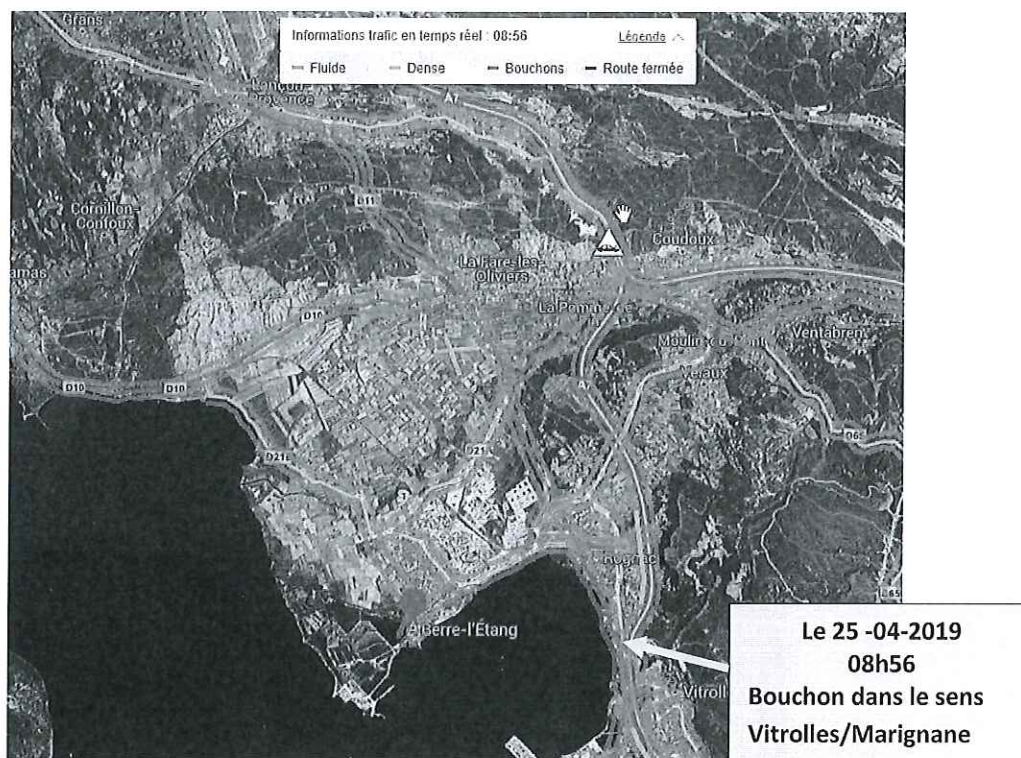
9- Relevé du trafic carte prise sur Info-Traffic Berre l'Etang « Données en temps réel »

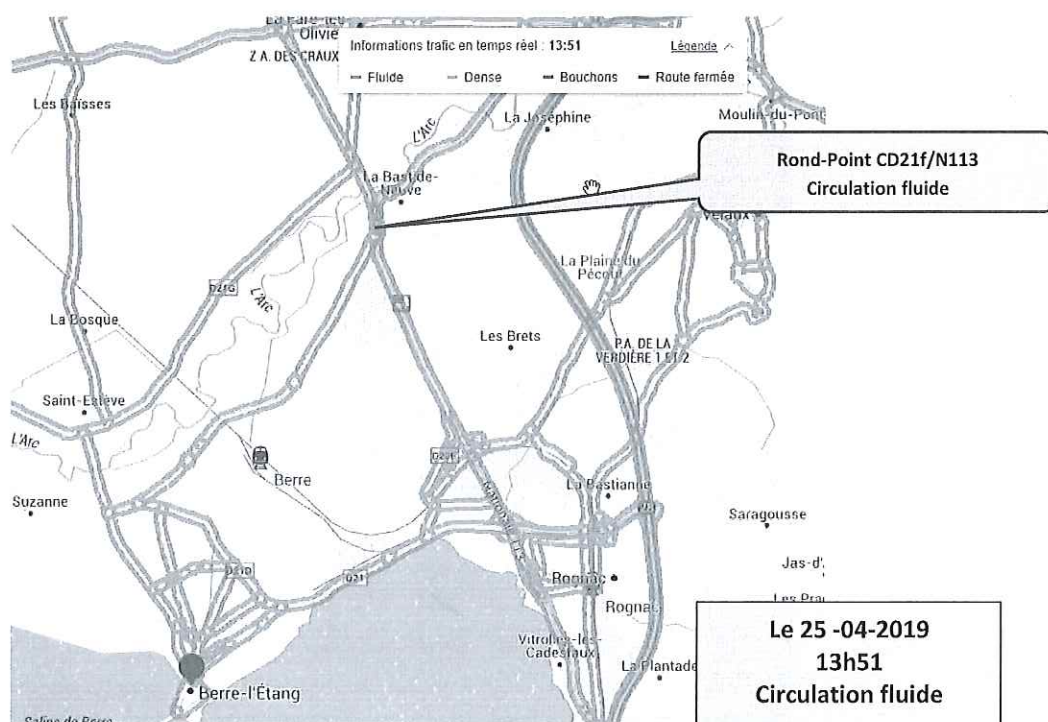
9.1 Cartes Pourtour ville de Berre l'Etang

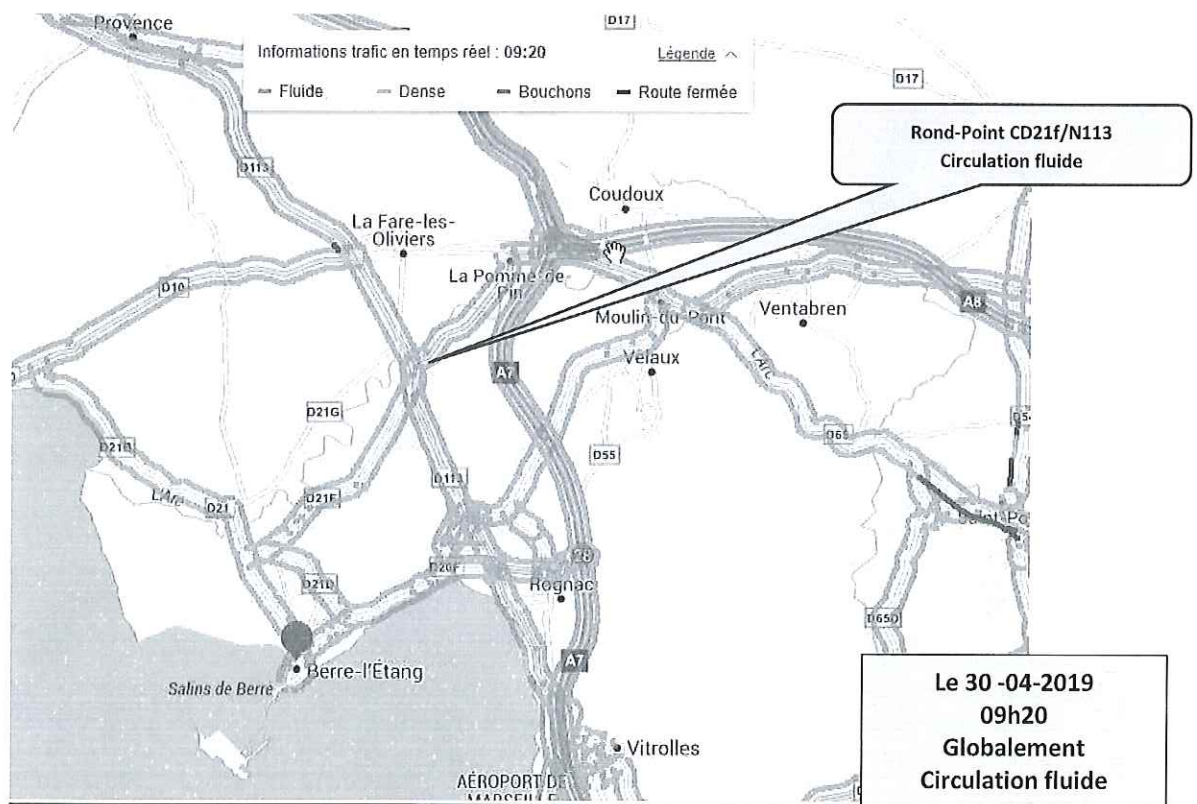
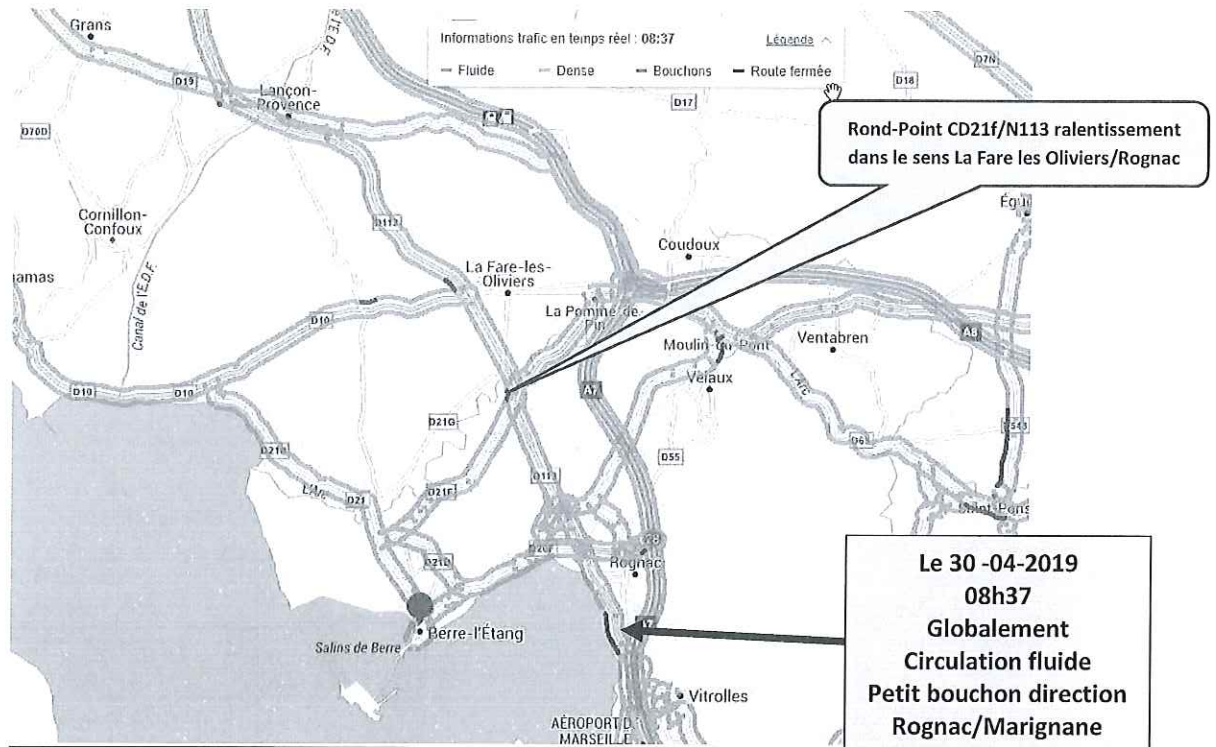


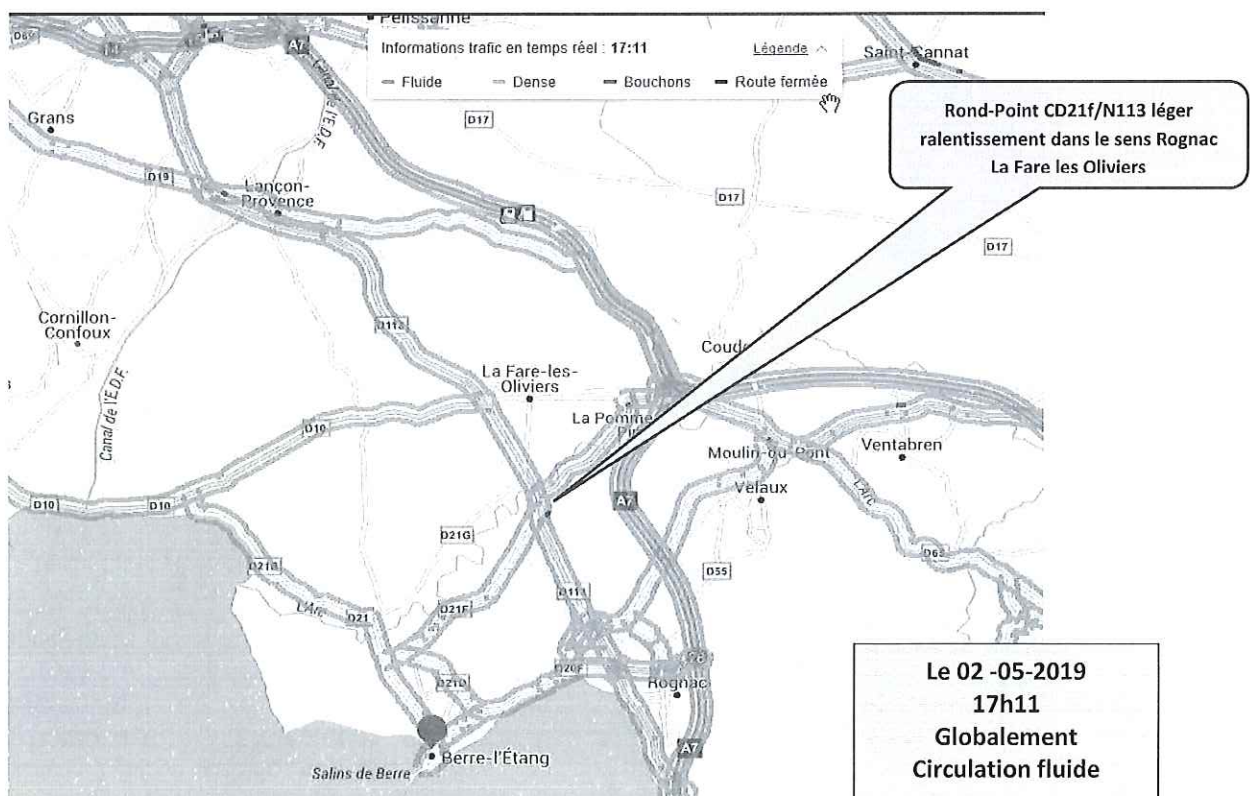
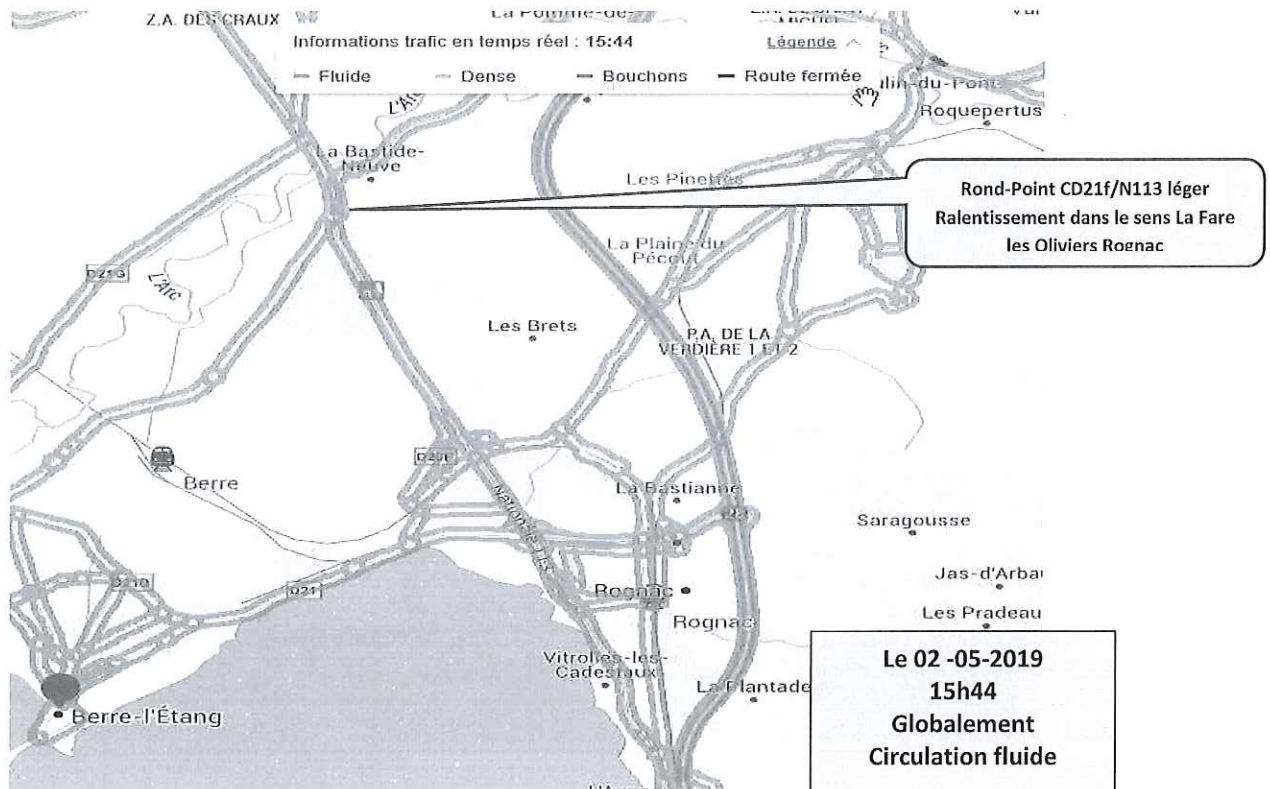
9.2 Cartes Info-Trafic





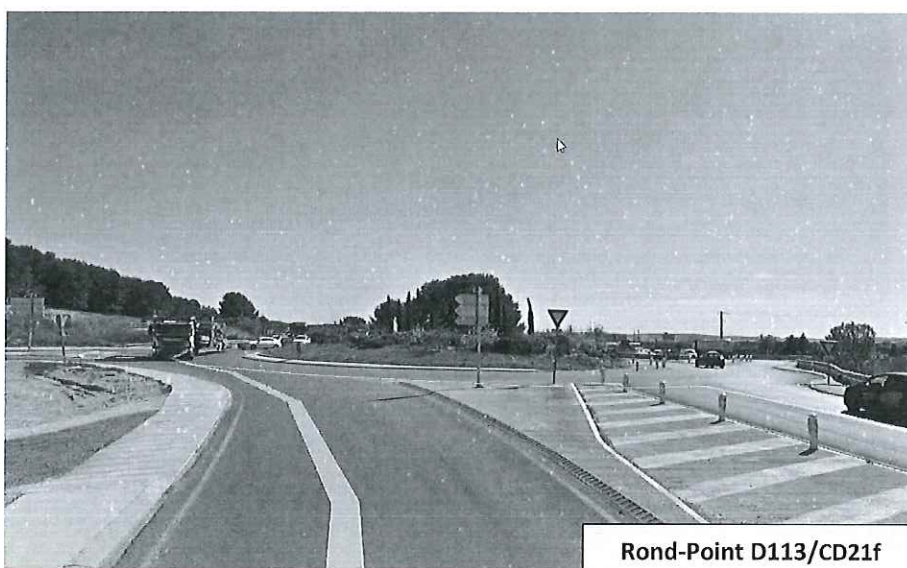
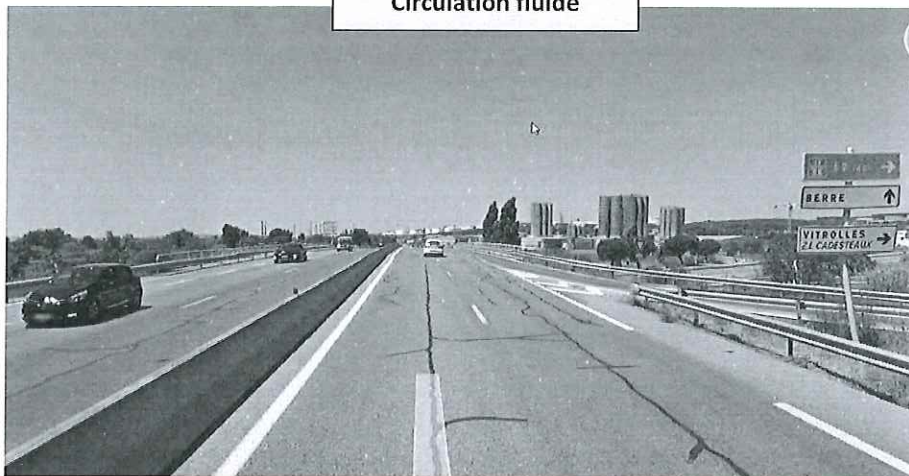






9.3 Photos réseau routier « source Google »

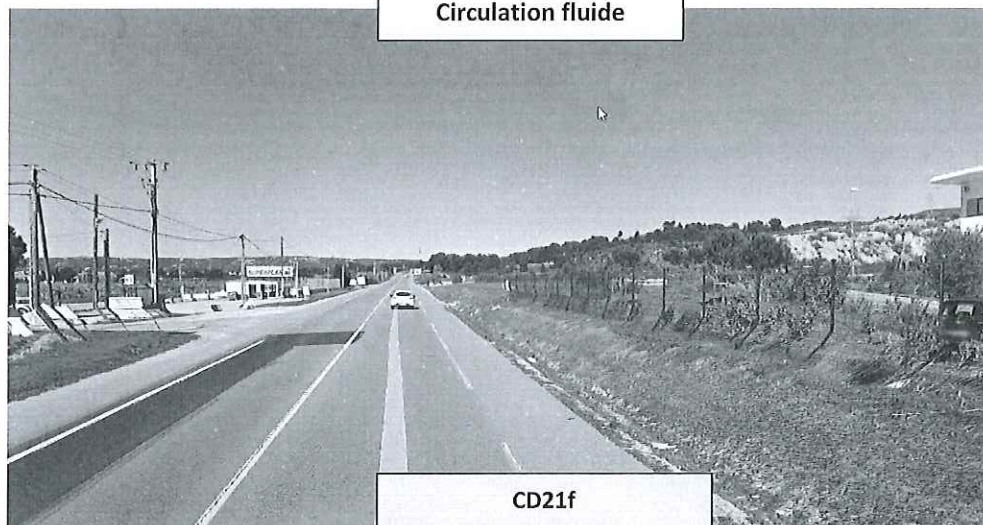
Circulation fluide



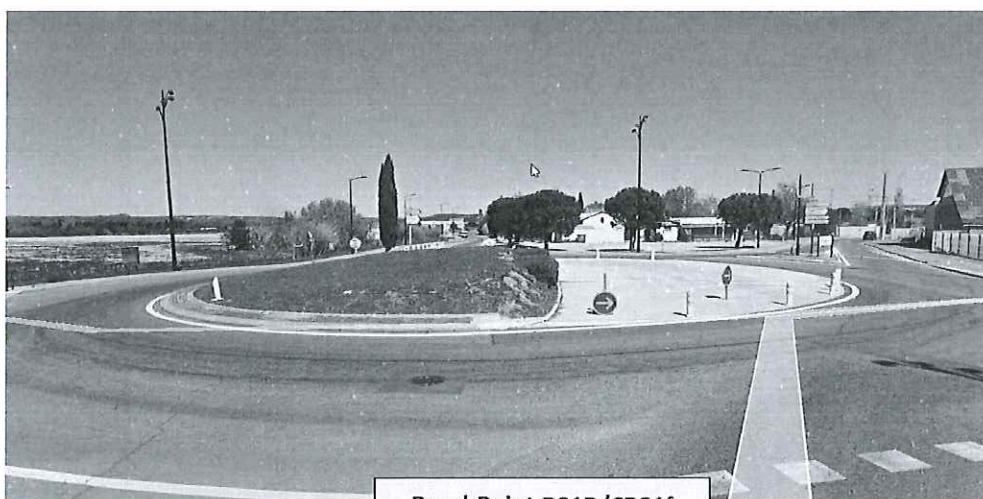
Rond-Point D113/CD21f

Réseau Routier autour de Berre l'ETANG et VAL de l'ARC

Circulation fluide



CD21f



Rond-Point D21D/CD21f

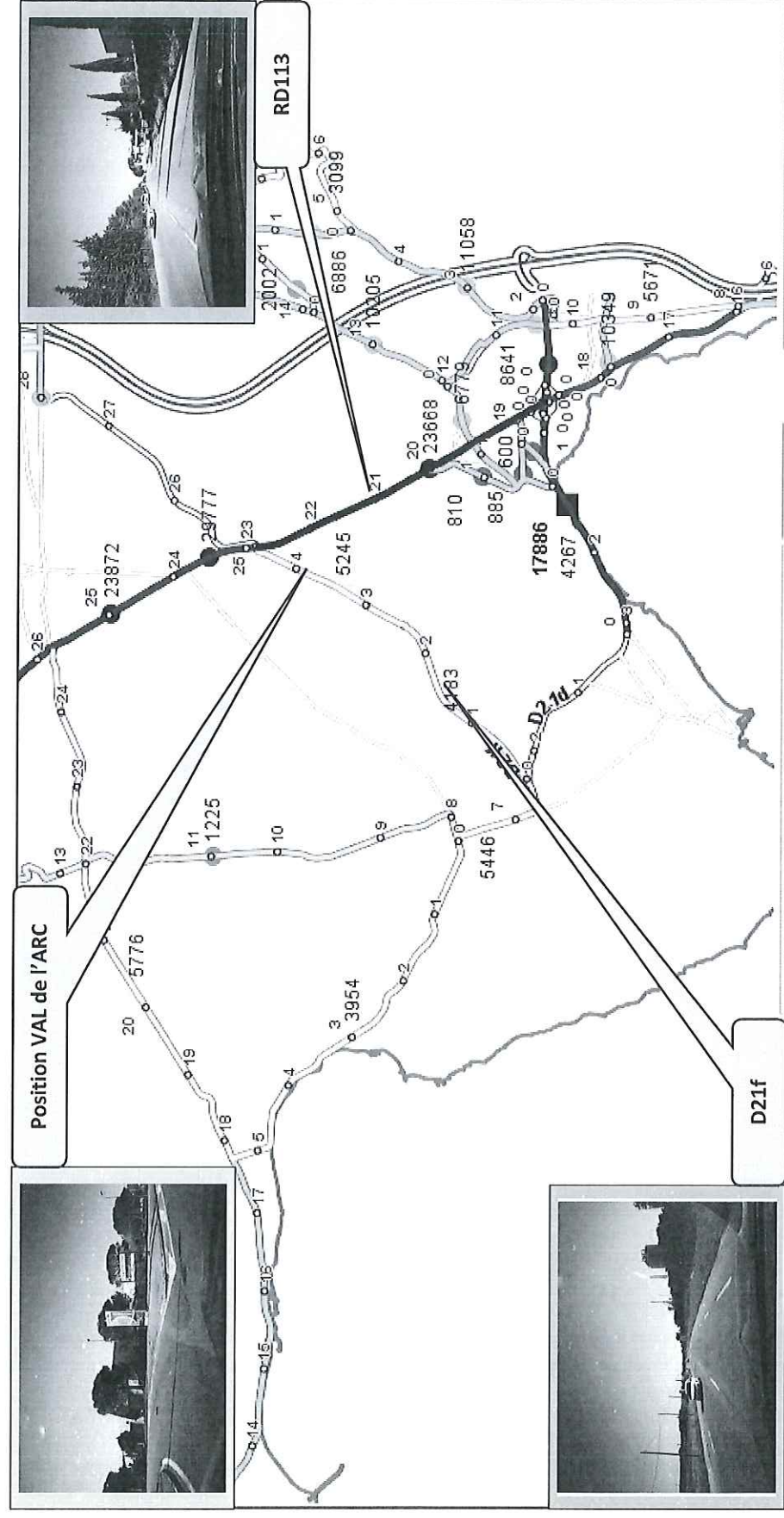


Réseau Routier autour de Berre l'ETANG et VAL de l'ARC

9-4 Carte du trafic, Conseil Départemental des B.d.R Direction des Routes et des Ports

Le sens de circulation des camions de livraisons emprunte principalement la RD113 à partir de la sortie Rognac/Berre sur l'autoroute A7. Les Camions sortent de la RD113 au rond-point RD113/CD21f. La carte du trafic indique que les camions de livraisons ne contribuent pas au blocage de la RD113 tel qu'indiqué, idem sur la D21f.

Les Photos ont été prises par le commissaire Enquêteur



Réponse de la société VAL de l'ARC

Au Procès-verbal de Synthèse

Du 17 mai 2019



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Moissan - Euroflory Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Berre l'Etang, le 22 mai 2019

Jean-claude CICCARIELLO

Commissaire Enquêteur

Quartier sous le Crêt

428 chemin du Cougnanou

13320 BOUC BEL AIR

OBJET : Eléments de réponse au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique relative au dossier d'extension des installations de site VAL de l'ARC situé sur la zone Euroflory-Parc (375, allée Henri Moissan, 1313 Berre l'Etang).

Monsieur Ciccariello,

Lors de la réunion du 17 mai 2019 qui s'est tenue dans les locaux de la société VAL de l'ARC, 375 allée Henri Moissan, Zone Euroflory Parc, 13130 Berre l'Etang, vous m'avez remis le procès-verbal de l'enquête publique cité en objet.

Conformément aux dispositions de l'article R123-18 du code de l'environnement, je vous transmets en retour une analyse détaillée des points soulevés afin que celle-ci, si nécessaire, alimente la rédaction de votre rapport.

Veuillez agréer Monsieur Ciccariello, mes meilleures salutations

Hendrik Van Hoeyweghen

Responsable du projet

VAL DE L'ARC
375 allée Henri Moissan
Euroflory Parc
13130 BERRE L'ETANG
TVA FR 79 450 853 759 - Siret 450 853 759 00022
Tél. 04 42 74 58 84 - APE 5210 B



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Moissan - Euroflory Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Réponses de la part de Val de l'Arc aux remarques et questions du groupe Velaux en Avant

Question 1T :

Vous annoncez 100 rotations/jour pour 65 silos de 500 mt. 20 000m² de stockage couvert, alors que le site pétrochimique LBI une unité de 8 silo charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.

Réponse R1-1 :

Les silos installés sur le site pétrochimique de LBI (dites « silos de production ») sont directement liés à l'usine de production. Les polymères sont transférés 24h/24 et 7j/7 dans ces silos.

Les rotations/jour générées par les silos de production ne peuvent pas être comparées avec les rotations/jour générées par des silos de débord sur une plateforme logistique externe du site. Les silos installés sur site doivent être libérés chaque jour afin de ne pas perturber/arrêter la production tandis que les silos de Val de l'Arc sont utilisés comme silos de stockage pour les produits de faible rotation. Le temps de résidence des produits dans les silos de Val de l'Arc est beaucoup plus long que dans les silos de production. Ainsi le nombre de rotations/jour est beaucoup plus faible pour les silos de stockage que pour les silos de production.

Les 100 rotations/jours sont un moyen lissé sur l'année et basé sur le nombre de rotations/jour enregistré sur le site actuel de Val de l'Arc sur une année glissante. Il y aura des jours avec moins de 30 rotations et des jours avec plus de 30 rotations. Vous trouverez ci-dessous le calcul utilisé pour déterminer les 100 rotations/jour.

Installations existantes	Installations futures
57 silos de 500m ³ pour de produit vrac 7200 m ² de stockage extérieur pour de produit palettisé (stockage sol+1) 0 m ² d'entrepôt pour de produit palettisé (stockage en rack sol+5)	120 silos de 500m ³ pour de produit vrac 3960 m ² de stockage extérieur pour de produit palettisé (stockage en masse sol+1) 18000 m ² d'entrepôt pour de produit palettisé (stockage en rack sol+5)
Trafic actuel (moyen lissé sur l'année): 30	Trafic future (moyen lissé sur l'année):
poids lourd <u>entrant</u> dont:	poids lourd <u>entrant</u> dont:
80% citerne vrac 12	80% citerne vrac 25
20% camion bâché 3	20% camion bâché 24
poids lourd <u>sortant</u> dont:	poids lourd <u>sortant</u> dont:
80% citerne vrac 12	80% citerne vrac 25
20% camion bâché 3	20% camion bâché 24
TOTAL 30	TOTAL 99



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Motson - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Dernier point, le but n'est pas de travailler tous les jours jusqu'à 22h, ni de travailler tous les samedis. Nous avons inclus ces plages horaires dans notre demande d'autorisation d'exploitation pour avoir la souplesse de travailler plus tard ou un samedi dans le cas des demandes spécifiques de nos clients. Sinon, la plage horaire standard est de 7h00 à 19h00 comme stipulé dans notre dossier.

Question 2T :

Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffrée ! et p24 il est également marqué une estimation 100 rotations/jour !

Réponse R2-1 :

Sauf erreur de notre part, à la page 24 du résumé non technique nous ne trouvons pas la mention « augmentation des livraisons et expéditions non chiffrée » ?

Pour l'explication de l'estimation des 100 rotations/jour, nous référons à la réponse 1.

Question 3P1 :

Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ces activités. Société GCA Rognac 30 silos (stockage PVC+PP+PE) Katoen déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONE PVC 12 silos (dont 8 de 2000m³). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? Si non, quel est l'intérêt d'en rajouter ?

Réponse R3-1 :

Le site pétrochimique n'est pas suffisamment dimensionné pour stocker les polymères produits. Les silos installés sur le site pétrochimique de LBI (dites « silos de production ») sont directement liés à l'usine de production. Les polymères (PVC, PE, PP) sont transférés 24h/24 et 7j/7 dans ces silos qui doivent être libérés chaque jour afin de ne pas perturber/arrêter la production.

Vu l'interdiction de faire des livraisons par camion (lit vider les silos de production) les dimanches et jours fériés et vu le fait que les clients de LBI ou KEMONE par exemple ne peuvent pas recevoir des livraisons pendant les weekends (le personnel ne travaille pas), la capacité des silos de production n'est que dimensionnée pour couvrir le volume produit pendant une période de 60h (du vendredi 18h à lundi 6h) ou de 84h (du vendredi 18h à mardi 6h ; long weekend).

Après chaque weekend, les silos de production doivent être libérés par des chargements qui partent directement vers les clients de LBI ou KEMONE par exemple ou par des transferts dans les silos de stockage de Val de l'Arc. Le produit reste dans les silos chez Val de l'Arc jusqu'au moment nos clients comme LBI ou KEMONE nous donne l'ordre de préparer une livraison vers un de leurs clients.

Dernier point, l'année passée, LBI a augmenté sa capacité de production de 30.000tonnes/an sans rajouter des silos de production sur site. Conséquence : LBI doit libérer ces silos de production plus vite pour s'assurer d'avoir assez de silos libres le vendredi soir afin de ne pas arrêter la production pendant le weekend. Ce produit est transféré dans les silos de Val de l'Arc.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Moissan - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Question 4PI :

Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée, n'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau où Katoen est déjà présent ?

Réponse R4-1 :

Le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc n'est pas surdimensionné. Il faut faire une différence entre les silos de production sur le site pétrochimique et les silos de stockage sur Val de l'Arc (voir réponse 3).

Le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc n'est pas prévu pour compenser le manque de place à St Martin de Crau. A Saint Martin de Crau, nous construisons actuellement une nouvelle plateforme logistique de 72.000m² pour répondre à l'augmentation de demande de stockage de nos clients. A noter également que le site de Val de l'Arc est dédié pour le stockage des polymères plastiques (clients IBI, Ineos, Kraton, etc) tandis que les entrepôts à Saint Martin sont dédiés pour le stockage des biens de consommation (Décathlon, ZARA, Lapeyre, Castorama, etc). Comme vous pouvez constater, ce sont 2 types de clients différents, gérés par 2 départements opérationnels différents au sein du groupe Katoen Natie.

Question 5PI :

Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant l'emploi car le personnel existe déjà, donc rien concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.

Réponse R5-1 :

Voir chapitre 4.12 de l'Etude d'impact. Nous avons prévu un effectif de 10 personnes sur le site. Il faut rajouter les intérimaires en cas de piques d'activité ainsi que les emplois indirects (maintenance, contrôles périodique obligatoire, enlèvement des déchets, restauration, etc.) et les emplois liés à la construction des nouvelles installations.

Question 6H5 :

Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site pétrochimique

Réponse R6-1 :

Les 5 dernières années, les grands industriels implantés autour de l'étang de Berre comme LyondellBasell, Ineos, Kem One et Total ont réalisé ensemble des investissements pour environ 730M€ étalés sur 4 à 6 ans (voir publications investissements Ineos, Kem One, Total, LyondellBasell ci-jointes).

Une partie de ces investissements a été réservé pour augmenter la capacité de production de ces usines sans augmenter la capacité de stockage sur les sites de production. En effet, les activités logistiques et d'entreposage ne sont plus compatibles avec les risques liés aux sites SEVESO et ainsi interdites à effectuer sur les sites de production. Avec le nouveau projet prévu sur le site de Val de



VAL DE L'ARC
SIS Allée Henri Matisse - Eurology Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

L'Arc, nous répondons à une demande de plusieurs clients pour augmenter la capacité de stockage prêt de leurs usines de production. Ce nouveau projet cadre dans notre croissance interne du groupe Katoen Natie et améliore notre service logistique régionale.

Question 7NT :

A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'Etang sera vite saturée, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdit, mais c'est l'accès le plus court en sortant l'autoroute.

Réponse R7-1 :

La RD 113 a été étudiée voir réponse à la question 9.

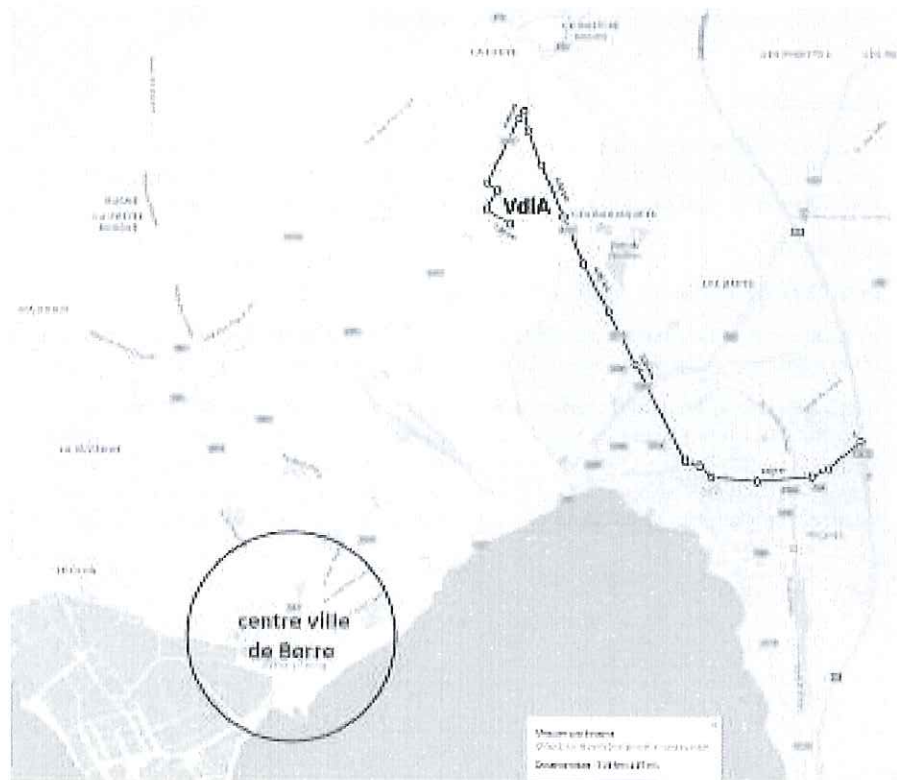
De plus, le non développement des infrastructures routières en parallèle avec le développement des zones industrielles n'est pas de responsabilité des industriels mais des pouvoirs locaux.

Il est à noter que l'accès le plus court en sortant l'autoroute n'est pas par la ville de Berre l'Etang mais par la RD113. Les plans ci-dessous montrent que la distance pour accéder à la plateforme logistique de Val de l'Arc (VdA) mesure 7,50km via la RD113 et 12km via la ville de Berre l'Etang. De plus, le poids lourd qui veulent prendre la route la plus longue, ne traversent pas la ville de Berre mais la contournent via la route située à l'Est de la ville qui sert également à accéder au site pétrochimique de LB1



VAL DE L'ARC
373, Allée Henri Mulsens - Eurocity Parc
13100 ENTRE L'ETANG
FRANCE

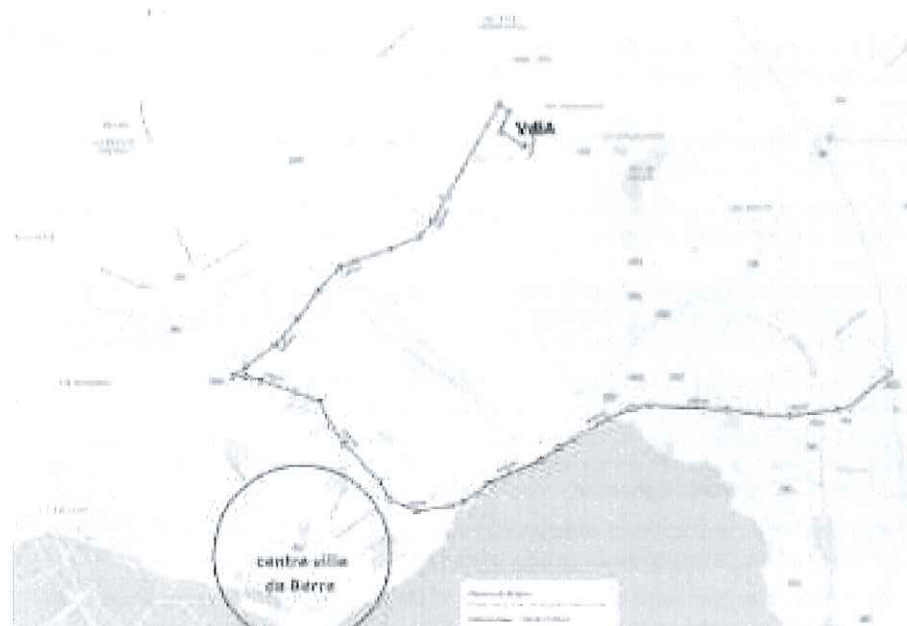
Accès plateforme Val de l'Arc via la RD113 : 7.5km





VAL DE L'ARC
375, Allée René Moisan - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Accès plateforme Val de l'Arc via la ville de Berre l'Etang : 12km



Question SNT :

Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé

Réponse R8-1 :

Le non développement des infrastructures routières en parallèle avec le développement des zones industrielles n'est pas de responsabilité des industriels mais des pouvoirs locaux.

Le retour de nos employés et les chauffeurs qui utilisent nos installations existantes, nous fait conclure que le rond-point de la CD21/RD113 n'est pas saturé. Les seuls ralentissements se font le matin dans le sens La Fare les Oliviers vers Rognac et le soir dans l'autre sens à cause du trafic entre le lieu d'habitation et le lieu du travail et vice-versa. En dehors de ces piques, d'une durée assez courte et essentiellement provoqué par des voitures personnelles et pas par des poids-lourd, le trafic est très fluide.

Question SHS :

En sous-dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et les accidents de circulation routière de la zone.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13100 BERRE L'ETANG
FRANCE

Réponse R9-1 :

L'estimation du trafic routier lié au site de la société VAL DE L'ARC a été estimée en fonction du retour d'expérience du site (déjà existant), et du savoir-faire reconnu de l'entreprise dans le domaine de la logistique.

De plus, au vu du nombre de personnes prévisionnelles sur site, il paraît peu envisageable d'avoir un nombre de rotations très supérieur à la moyenne estimée.

Enfin, dans l'étude d'impact au chapitre 4.4.2.1, il a été analysé l'impact du trafic estimé du site sur le trafic déjà existant. Voir extrait ci-dessous.

« Le trafic poids-lourd prévu sur le site (100 rotations par jour) correspond à environ 2,7% du trafic total (VL+PL) de la route départementale RD211 (desservant la ZAC), environ 0,3% du trafic total de la route départementale RD113 (très proche du site) et environ 0,7 % du trafic total de l'autoroute A7.

Par ailleurs, compte-tenu du trafic actuel important sur les différents tronçons étudiés et de la qualité de l'air ambiant décrit au paragraphe 3.5.1, il est tout à fait concevable de conclure que le trafic généré par le projet sur les parcours analysés aura un impact négligeable sur la qualité de l'air ambiant et respectera les objectifs de qualité de l'air. Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée par deux études PPA menées dans les BOUCHES-DU-RHÔNE :

- Tout d'abord, il s'agit de l'étude d'impact sur l'air menée sur la plate-forme logistique CLESUD réalisée par le CETE Méditerranée en date du 02.10.08.

Rappel des données d'entrée : surface de la plate-forme CLESUD sur la commune de MIRAMAS : 280 ha, 1000 personnes, Trafic Moyen Journalier Annuel < à 3000 véhicules / jour dont 20 % de PL.

Cette étude a mis en évidence que l'impact du trafic lié à CLESUD est faible et que les valeurs réglementaires ne sont pas dépassées (objectifs de qualité et valeurs limites pour la protection de la santé humaine). L'augmentation principale se situe sur la route fictive dans CLESUD.

- Et plus récemment l'étude PPA menée collectivement par 4 logisticiens (OFFICE DEPOT, KATOEN NATIE, CASTORAMA et DISTRIMAG) des zones ECOPOLE et BOIS DE LEUZE sur la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU.

Rappel des données d'entrée : participation de 11 entrepôts représentant 47 cellules de stockage, flux PL entrant dans les zones : 72 748 (sur la base de 264 jours d'exploitation), flux PL sortant des zones : 75 473 véhicules (sur la base de 264 jours d'exploitation), périmètre de l'étude du trafic induit sur une zone de 2km x 2km par rapport aux limites de propriété des sites considérés, modélisation incluant également le trafic VL des salariés des 4 exploitants.

Les concentrations maximales obtenues par les modélisations de dispersion atmosphérique ont été comparées aux valeurs de références de chaque polluant. Un ratio entre les valeurs calculées et les valeurs guides a été déterminé pour chaque polluant. En conclusion, les ratios calculés pour chaque polluant sont très inférieurs aux valeurs de référence. »

Question 10P1 :

A-t-on identifié réellement l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? Les activités identifiées existent et risquent de déboucher sur des fermetures de



VAL DE L'ARC
373, Allée René Molson - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN

Réponse R10-1 :

Avec le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc, nous répondons à une demande de plusieurs clients pour avoir plus de stockage disponible prêt de leurs usines de production dans un marché économique libre. Suite à l'annonce de cette extension de stockage, un de nos clients a déjà signé un contrat pour gérer le stockage de ses biens sur une surface de 10.000m². En ce qui concerne la société Prestaplast, nous sommes convaincus que nos nouvelles installations ne déboucheront pas sur une fermeture de ce site car plusieurs clients se retournent vers nous parce que Prestaplast doit malheureusement les refuser à cause d'un manque de capacité de stockage chez ce prestataire logistique. Au contraire, l'arrivée de notre projet arrive au bon moment évitant des transferts inutiles vers d'autres plateformes logistiques trop éloignées en France et en Europe. Avec ce nouveau projet Val de l'Arc contribue à la réduction des émissions CO2 et à la réduction des accidents de circulation en réduisant fortement la distance entre les lieux de production des polymères et la plateforme de stockage des polymères.

Question 11T :

A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabricant de PVC KEMONE ?

Réponse R11-1 :

Le risque de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC est maîtrisé par la mise en place des mesures suivantes :

- 1) Chaque silo est équipé d'un filtre en toiture pour capturer le PVC lors du déchargement de la citerne vrac dans le silo. Actuellement nous n'avons pas encore reçu de PVC dans nos silos. Par contre, ces filtres montrent déjà leur efficacité car nous entreposons actuellement un produit avec des caractéristiques physiques similaires au PVC sans avoir des problèmes pendant le déchargement ni des plaintes de riverains.
- 2) Des procédures opérationnelles existent pour expliquer le bon déroulement d'un chargement ou déchargement d'une citerne vrac ou camion avec des palettes afin d'éviter au maximum toute gaspillage et toute pollution.
- 3) Si l'opérateur a accidentellement versé du PVC par terre (sac crevé ou citerne surchargée par exemple), le PVC est immédiatement balayé et mis dans une benne de récupération. Nous avons des bennes dédiées par type de produit.
- 4) Si par erreur, du PVC entre dans le réseau pluvial, les avaloirs sont équipés de paniers pour garder un maximum de produit et le produit qui arrive à passer est finalement retenu par le déshuileur-débourbeur en aval du réseau eau pluvial avant que l'eau est rejeté dans le réseau public.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse • Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Le risque de pollution en cas d'un incendie est traité au chapitre 8.1.1 de l'étude de danger, ainsi qu'au chapitre 8.3 avec les simulations de flux thermiques et de dispersions atmosphériques dans le cas d'un incendie.

Question 12P1 :

Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie et CABOT, pour envisager du stockage dans cette zone déjà endommagée et polluée. L'espace paysagiste et environnemental est déjà dégradé dans cette zone et une activité agricole est directement impactée par cette activité routière et également de chargement de PVC à cause du vent.

Réponse R12-1 :

Nous avons vérifié de s'implanter sur le terrain occupé par l'ancienne usine de CABOT mais le terrain a été vendu à un promoteur immobilier basé à Paris pour y construire une plateforme logistique.

Nous avons également étudié la possibilité d'utiliser le terrain occupé par l'ancienne raffinerie sur le site de LBI. Nous avons conclu en 2016 de ne pas donner suite pour les raisons suivantes :

- Pas de calendrier claire et précise sur la disponibilité du terrain à ce moment
- Pas d'information claire et précise sur la pollution présente sur le site à ce moment. On ne pouvait pas prendre le risque d'exposer involontairement nos employés à des taux de pollution trop élevés
- Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (le PPRT) du site LBI n'était pas encore finalisé pour le secteur concerné à ce moment et personne ne pouvait nous dire avec certitude si le futur propriétaire avait le droit d'exercer des activités logistiques sur le terrain concerné

Question 13E :

Aucun brûlage de déchets n'est annoncé. Donc où et comment seront-ils traités ?

Réponse R13-1 :

Ce point est traité au chapitre 4.3 de l'étude d'impact. Voir extrait ci-dessous.

« Déchets ménagers et assimilés »

- * Les déchets assimilables aux déchets ménagers seront produits par les lieux d'accueil du personnel (bureaux, locaux sociaux, vestiaires, ...). Ils seront conditionnés dans des conteneurs classiques de petite capacité et évacués 2 fois par semaine.

Déchets Non Dangereux (DND)

- * Les Déchets Non Dangereux (DND) seront essentiellement constitués par des :
 - Papiers,
 - Cartons,
 - Plastiques (films et matériaux de calage).



KATOEN NATIE

VAL DE L'ARC

375, Allée René Molson - Europort Parc

13130 BERRE L'ETANG

FRANCE

- Bois (palettes essentiellement).
- * Il s'agira pour l'essentiel de déchets d'emballages non souillés. Ceux-ci seront collectés et triés de manière systématique. Ils seront stockés de manière temporaire dans des bacs adaptés placés dans chaque cellule à des emplacements adaptés. Enfin, ils seront conditionnés dans des bennes placées sur la zone de quais avant d'être enlevées de manière fréquente par une société agréée en vue de leur valorisation (DELTA RECYCLAGE et/ou PAPREC). Ainsi, les DND ne seront pas stockés durablement sur le site.

Déchets Dangereux (DD)

- * Des Déchets Dangereux (DD) seront susceptibles d'être produits de manière ponctuelle :
 - Boues issues de la vidange des déboueurs / déshuileurs,
 - Batteries,
 - Filles,
 - Produits divers issus de l'entretien des locaux et de la maintenance des installations.
- * Leur mode d'élimination sera adapté au type de produit (recyclage ou élimination). Ces déchets seront conditionnés dans des conteneurs appropriés afin d'éviter toute pollution du milieu environnant. Une gestion par Bordereau de Suivi de Déchets Industriels (BSDI) sera mise en place, le cas échéant.
- * La région PACA a mis en place un plan régional d'élimination des déchets industriels qui a été adopté par arrêté préfectoral n°96-208 en date du 01.08.96, dans lequel un état des lieux a été fait ainsi qu'un inventaire des besoins à mettre en place pour pouvoir gérer ce type de déchets en régional.
- * Afin de répondre au mieux au plan régional d'élimination des déchets industriels PACA, l'exploitant mettra en place un tri sélectif des déchets, ainsi qu'un réseau de collecte et de valorisation adapté.

Bilan des déchets produits

- * Les produits arriveront conditionnés sur palette, puis seront stockés tels quels avant d'être expédiés.
- * De ce fait, très peu de déchets de type bois, cartons, plastiques seront produits sur le site.

Consignes d'exploitation particulières

- * Des dispositions seront prises pour favoriser la valorisation des déchets :
 - Des consignes d'exploitation seront établies en vue de la gestion des déchets,
 - Les déchets produits par l'installation seront stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution notamment par envois,
 - La quantité de déchets stockés sur le site ne dépassera pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, autant qu'il est possible,
 - Les DND seront systématiquement récupérés et valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.
 - Les DD seront éliminés dans des installations autorisées à recevoir des déchets.
- * La société VAL DE L'ARC s'organisera de façon à être en mesure de justifier l'élimination des différents types de déchets ; les documents justificatifs seront mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et conservés trois ans. »



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Question 14T :

P24. Le site ne réalise actuellement pas de chargement avant 7h00 ni après 18h00 (horaires d'ouverture et fermeture du site). Donc les nuisances sonores vont être accrues à cause des ouvertures annoncées de ce site (6h00 à 22h00).

Réponse R14-1 :

Un état du niveau sonore a été effectué et est traité au chapitre 3.3.3 de l'étude d'impact. Voir extrait ci-dessous



* Les valeurs relevées sont reprises dans le tableau ci-après :

POINTS	PERIODE DE JOUR	PERIODE DE NUIT
	LAeq,T en dB(A)	LAeq,T en dB(A)
A	64,5	59,0
B	59,5	57,5
C	63,0	54,5
D	63,0	58,0
Valeur limite admissible	70,0	60,0



VAL DE L'ARC
375, Allée Pierre Miquel - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

- * Les mesures réalisées montrent que le site respecte les valeurs limites imposées par l'arrêté du 23.01.97. Il n'y a donc pas de zones à émergence réglementée aux alentours du site.

De plus, l'analyse de l'effet est effectuée au chapitre 4.7 de l'étude d'impact identifiant les sources potentielles, mais aussi les consignes particulières d'exploitation qui seront mises en œuvre sur le site. Voir extrait ci-dessous :

** Inventaire des sources potentielles d'émissions sonores*

- * Les principaux équipements susceptibles d'être responsables d'émissions sonores sont :
 - Les véhicules poids lourds et véhicules légers,
 - Les chariots automoteurs. L'exploitant prendra en compte la présence éventuelle d'avertisseurs sonores de recul sur les engins.
 - La chaudière.
- * Les principales opérations susceptibles d'être responsables d'émissions sonores sont :
 - La circulation,
 - Les manœuvres,
 - Les opérations de chargement et de déchargement,
 - L'utilisation des compacteurs de déchets.

Consignes d'exploitation particulières

- * En vue de limiter les nuisances sonores, la société VAL DE L'ARC établira des consignes d'exploitation prévoyant que :
 - Les moteurs des véhicules en arrêt sur le site soient coupés ;
 - Les chariots automoteurs soient régulièrement entretenus et contrôlés de manière périodique. A cet effet, ils seront conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation d'émissions sonores.
 - Ne soit fait usage d'appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage. L'utilisation de l'avertisseur sonore sera limitée à la signalisation des situations d'urgence (alarme, évacuation du personnel).

Effets sur l'Environnement

- * Les émissions sonores seront principalement liées au trafic des poids lourds que vont drainer les futures installations. Toutefois, compte-tenu des consignes d'exploitation que la société VAL DE L'ARC va mettre en place lors de la mise en exploitation de la plateforme, les effets seront minimisés. »

Question 15E :

La présence d'animaux sur le site ne pourra pas être occultée, car sur le site pétrochimique, malgré les battues organisées, en recense toujours.

Une étude d'incidence NATURA 2000 a été réalisée sur le site malgré que celui soit déjà en exploitation, les principales conclusions reportées au chapitre 3.4.2.3 c) de l'étude d'impact. Lors de cette évaluation, aucun animal n'a été repéré sur le site. En plus, depuis l'ouverture du site, aucun animal n'a été repéré à cause du fait que le site se trouve au milieu d'un ZAC et il est ceinturé sur les quatre côtés par des voies publiques et/ou des terrains aménagés (voir photo ci-dessous). Enfin le site étant clôturé, la présence éventuelle d'animaux paraît fortement improbable.

[illegible]



VAL DE L'ARC
373, Allée Henri Motteau - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Question 16E :

P23 les dispositions pour éviter les envois de déchets ne sont pas précisées, donc envisageables par fort vent (il s'agit de matières plastiques, produits et emballages)

Réponse R16-1 :

Comme indiqué en question 13, l'analyse des déchets est traitée au chapitre 4.3 de l'étude d'impact. Pour limiter l'envoi des déchets, nous avons prévu des bennes de stockage qui seront stockées sous abri ou équipées soit de filets, soit de capots de fermeture.

Question 17T :

P27 les impacts sur la santé du site n'intègrent pas les risques liés à l'activité pétrochimique. Cette zone est par conséquent proche d'un site classé SEVESO et des risques de fuite de produits venant de l'extérieur sont-ils intégrés ?

Réponse R17-1 :

Un Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploitation (DDAE) a pour objectif d'analyser l'ensemble des impacts potentiels du site sur l'extérieur et non l'inverse.

Toutefois, lors de la rédaction du DDAE, nous avons pris en compte les risques énumérés par le Plan de Prévention des Risques Technologiques du site LBI. Ces risques technologiques concernent les effets thermiques, les effets de surpression et les effets toxicologiques en cas d'un incendie et/ou une explosion. Les données en notre possession lors de la rédaction du DDAE démontraient que le site de Val de l'Arc n'est que faiblement impacté par des effets de surpression en cas d'une explosion. La mesure compensatoire prise en compte est le renforcement des fenêtres dans la partie bureau du site afin d'éviter que des morceaux de verre puissent blesser notre personnel.

Pour terminer, le Code de l'Environnement impose à tout exploitant d'un site SEVESO de mettre en œuvre sur son site un Plan Particulier d'Intervention qui a pour but d'informer au préalable et en cas de sinistre les principaux riverains potentiellement impactés par un sinistre. C'est donc aussi au site pétrochimique de faire les démarches auprès de la société Val de l'Arc.

Question 18PI :

P27 Les émissions sonores ne feront qu'augmenter en fonction du développement de cette zone qui sera amenée à être densifiée lorsque le site pétrochimique arrivera en fin de vie. Les activités agricoles et touristiques génératrices d'emplois ne seront plus envisageables.

Réponse R18-1 :

Le Code de l'Environnement impose pour chaque site industriel de respecter les limites d'émissions sonores admissibles. C'est pourquoi une étude bruit est réalisée avant la création du projet et une autre étude bruit doit être réalisée après la mise en exploitation du site.

Le cumul des effets sonores d'une zone industrielle n'est pas de la responsabilité des exploitants industriels mais des autorités locales (mairie, communauté de communes, département, région).



VAL DE L'ARC
373, Allée Henri Matisse • Euroflory Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Il en est de même pour choix d'activités envisagées sur des parcelles communales.

En ce qui concerne la remarque sur les activités agricoles et touristiques qui ne seront plus envisageables, il faut noter que le projet est situé dans le parc d'activités Euroflory. Ce parc se trouve dans le sous-secteur UEb de la zone UE telle que définit dans le règlement du PLU de Berre l'Etang (source : https://www.berreletang.fr/IMG/pdf/04_plu_berre_reglement.pdf).

L'article UE1 (page 74 du règlement du PLU) stipule:

Les constructions et utilisations du sol suivantes sont interdites :

- o les constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières,
- o les constructions à usage d'hébergement touristique,
- o les constructions et extensions à usage d'habitations qui ne remplissent pas les conditions citées en UE2,
- o les campings et le stationnement de caravanes,
- o en dehors des terrains aménagés à cet effet, l'implantation d'habitations légères de loisirs, quelle qu'en soit la durée,
- o les remblais et endiguements au sein du lit majeur géomorphologique de l'Arc (dont la cartographie est annexée au PLU), en dehors des conditions citées à l'article 2.

Nous pouvons conclure que le projet de Val de l'Arc ne défavorise pas le développement des activités agricoles et touristiques parce que ce type d'activité est interdit à exercer au sein du parc d'activités Euroflory.

Question 19H5 :

Une accumulation de ce genre d'activité logistique est synonyme de mort annoncée de tout autre activité valorisante pour notre région

Réponse R19-1 :

L'orientation des activités choisies pour le développement de la commune de Berre l'Etang et de la région est de la responsabilité des élus locaux et non des industriels. En effet, nous avons développé notre projet dans le parc d'activités Euroflory parce que le projet est conforme aux prescriptions du PLU de la commune.

En plus, conclure que l'accumulation de l'activité logistique est synonyme de mort annoncée de tout autre activité valorisante pour notre région nous semble exagéré. D'un côté, à Berre et aux alentours (Grans, Miramas, Salon de Provence, Saint Martin de Crau, Fos sur Mer, Port Saint Louis), des grands pôles logistiques se sont développés les 15 dernières années représentant actuellement plus d'un million de m² d'entrepôts. De l'autre côté, l'activité touristique avec les croisières batte tous les records avec 1.3 milliard d'euros de retombées pour la région. L'article dans les Echos du 21 mars 2019 montre belle et bien que le développement des activités logistiques, étroitement lié avec le développement industrialo-portuaire, [sans bateaux, pas d'importations de marchandises et sans plateformes logistiques pas de stockage et de distribution pour les vendre] ne sont pas un frein pour les autres activités qui valorisent la région.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse • Europort France
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Extrait de l'article Les Echos du 21 mars 2019 :

La croisière profite également de cette nouvelle paix sociale. « Notre image change et elle permet de valoriser des infrastructures d'accueil portuaires à la hauteur de l'ambition des compagnies », témoigne Christine Cabau Woehrl. Pour anticiper le gigantisme des futures unités (plus de 70 paquebots géants en chantier seront à flot en 2025), le port de Marseille a engagé 35 millions d'euros pour élargir la passe principale au nord et améliorer la sécurité de l'accostage en cas de mistral. Avec trois formes de réparation et d'entretien naval couvrant leurs besoins jusqu'à 450 mètres de long grâce à la forme 10, la plus importante de Méditerranée, les aménagements bénéficient aussi d'une offre technique qui leur permet de programmer les arrêts réglementaires sans pénaliser l'exploitation des navires.

« Depuis 2014, la destination phocéenne a pris du galon dans le catalogue des opérateurs, explique Jean-François Subas, président du Club de la Croisière Marseille Provence, qui structure la filière. Notre objectif est de franchir le cap des 2 millions de passagers. C'est une ambition à portée de main. Il y a vingt ans, Marseille ne figurait même pas dans le Top 300 des ports de croisière. Il est aujourd'hui 13^e et figurera dans le Top 10 l'an prochain. »

1,5 milliard d'euros de retombées

Ces ambitions donnent des ailes aux opérateurs : attirés par les attraits de la Méditerranée occidentale, plusieurs compagnies, tels Costa Croisières, MSC Croisières, Croisières de France et Norwegian Cruise Line, se sont installées durablement en proposant un total de 353 croisières au départ de Marseille attirant au total 500.000 passagers en tête de ligne, les plus solides pour la croissance, un bond de plus de 100 % en cinq ans. En vingt ans, au total, 12 millions de passagers ont transité par Marseille. Le marché phocéen a ainsi connu la plus forte progression du monde et a permis d'injecter 1,5 milliard d'euros dans l'économie locale.

Question R205 :

Forte réduction de la valeur foncière des terrains.

Réponse R20-1 :

Nous nous sommes implantés dans le Sud de la France, précisément à Berre l'Etang, en 1998 sur le site pétrochimique de LBI. En 2000, nous avons acheté notre premier terrain pour construire notre première plateforme logistique (Val de l'Arc). En 2000, nous avons acheté le terrain 7.62€/m². Depuis, à Berre et aux alentours (Grans, Miramas, Salon de Provence, Saint Martin de Crau, Fos sur Mer, Port Saint Louis), des grands pôles logistiques se sont développés représentant actuellement plus d'un million de m². Pendant cette même période nous avons vu augmenter exponentiellement le prix des terrains et ainsi la valeur foncière. En 2003, nous avons payé 8.50€/m² pour construire notre deuxième plateforme dans la région. En 2006, nous avons payé 13€/m² pour notre troisième plateforme, en 2010 nous avons payé 40€/m² pour notre 4^e plateforme et en 2018 nous avons payé 60€/m² pour notre dernière plateforme à Saint Martin de Crau. Les terrains actuellement disponibles pour des activités économiques (dont la logistique) sont mis à la vente pour 80€/m² ou plus.

Comme vous pouvez le constater, la valeur foncière des terrains dans la région ne connaît pas du tout une forte réduction.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Mulsant - Europort Parc
13100 BERRE L'ETANG
FRANCE

Réponses de la part de Val de l'Arc aux remarques et questions de Madame Bennaceur de Berre l'Etang

Question 11 :

Vous annoncez 100 rotations/jour pour 63 silos de 300 mt. 20 000m³ de stockage couvert, alors que le site pétrochimique LBI une unité de 8 silo charge 60 camions/jour. Difficile de croire cette affirmation sachant qu'il est prévu également de charger le samedi et en semaine sur des plages horaires allant jusqu'à 22h00.

Réponse R1-1 :

Les silos installés sur le site pétrochimique de LBI (dites « silos de production ») sont directement liés à l'usine de production. Les polymères sont transférés 24h/24 et 7j/7 dans ces silos.

Les rotations/jour générées par les silos de production ne peuvent pas être comparées avec les rotations/jour générées par des silos de débord sur une plateforme logistique externe du site. Les silos installés sur site doivent être libérés chaque jour afin de ne pas perturber/arrêter la production tandis que les silos de Val de l'Arc sont utilisés comme silos de stockage pour les produits de faible rotation. Le temps de résidence des produits dans les silos de Val de l'Arc est beaucoup plus long que dans les silos de production. Ainsi le nombre de rotations/jour est beaucoup plus faible pour les silos de stockage que pour les silos de production.

Les 100 rotations/jours sont un moyen lissé sur l'année et basé sur le nombre de rotations/jour enregistré sur le site actuel de Val de l'Arc sur une année glissante. Il y aura des jours avec moins de 30 rotations et des jours avec plus de 30 rotations. Vous trouverez ci-dessous le calcul utilisé pour déterminer les 100 rotations/jour.

Installations existantes	Installations futures
37 silos de 300m ³ pour de produit vrac	120 silos de 300m ³ pour de produit vrac
7200 m ³ de stockage extérieur pour de produit palettisé (stockage soit1)	3960 m ³ de stockage extérieur pour de produit palettisé (stockage en masse soit1)
0 m ³ d'entrepôt pour de produit palettisé (stockage en rack soit3)	18000 m ³ d'entrepôt pour de produit palettisé (stockage en rack soit3)
Trafic actuel (moyen lissé sur l'année): 30	Trafic future (moyen lissé sur l'année):
<p>ponds lourd <u>entrant</u> dont:</p> <p>80% citerne vrac 12</p> <p>20% camion bâché 3</p> <p>ponds lourd <u>sortant</u> dont:</p> <p>80% citerne vrac 12</p> <p>20% camion bâché 3</p> <p>TOTAL 30</p>	<p>ponds lourd <u>entrant</u> dont:</p> <p>80% citerne vrac 25</p> <p>20% camion bâché 24</p> <p>ponds lourd <u>sortant</u> dont:</p> <p>80% citerne vrac 25</p> <p>20% camion bâché 24</p> <p>TOTAL 99</p>



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Moissan - Eurocity Parc
13100 BERRE L'ETANG
FRANCE

Dernier point, le but n'est pas de travailler tous les jours jusqu'à 22h, ni de travailler tous les samedis. Nous avons inclus ces plages horaires dans notre demande d'autorisation d'exploitation pour avoir la souplesse de travailler plus tard ou un samedi dans le cas des demandes spécifiques de nos clients. Sinon, la plage horaire standard est de 7h00 à 19h00 comme stipulé dans notre dossier.

Question 2T :

Et pourtant page 24 du résumé non technique, il est marqué augmentation des livraisons et expéditions, non chiffrée ! et p24 il est également marqué une estimation 100 rotations/jour !

Réponse R2-1 :

Seul erreur de notre part, à la page 24 du résumé non technique nous ne trouvons pas la mention « augmentation des livraisons et expéditions non chiffrée » ?

Pour l'explication de l'estimation des 100 rotations/jour, nous référons à la réponse 1.

Question 3P1 :

Quelle est l'utilité d'une zone de stockage de cette dimension à cet endroit, alors que le site pétrochimique est suffisamment dimensionné pour ces activités. Société GCA Rognac 30 silos (stockage PVC+PP+PE) Katoen déjà sur site (PP et PE) 60 silos et l'unité KEMONE PVC 12 silos (dont 8 de 2000m³). Tous ces silos sont-ils utilisés à pleine capacité ? Si non, quel est l'intérêt d'en rajouter ?

Réponse R3-1 :

Le site pétrochimique n'est pas suffisamment dimensionné pour stocker les polymères produits. Les silos installés sur le site pétrochimique de LBI (dites « silos de production ») sont directement liés à l'usine de production. Les polymères (PVC, PE, PP) sont transférés 24h/24 et 7j/7 dans ces silos qui doivent être libérés chaque jour afin de ne pas perturber/arrêter la production.

Vu l'interdiction de faire des livraisons par camion (lit vider les silos de production) les dimanches et jours fériés et vu le fait que les clients de LBI ou KEMONE par exemple ne peuvent pas recevoir des livraisons pendant les weekends (le personnel ne travaille pas), la capacité des silos de production n'est que dimensionnée pour couvrir le volume produit pendant une période de 60h (du vendredi 18h à lundi 6h) ou de 84h (du vendredi 18h à mardi 6h ; long weekend).

Après chaque weekend, les silos de production doivent être libérés par des chargements qui partent directement vers les clients de LBI ou KEMONE par exemple ou par des transferts dans les silos de stockage de Val de l'Arc. Le produit reste dans les silos chez Val de l'Arc jusqu'au moment nos clients comme LBI ou KEMONE nous donne l'ordre de préparer une livraison vers un de leurs clients.

Dernier point, l'année passée, LBI a augmenté sa capacité de production de 30.000tonnes/an sans rajouter des silos de production sur site. Conséquence : LBI doit libérer ces silos de production plus vite pour s'assurer d'avoir assez de silos libres le vendredi soir afin de ne pas arrêter la production pendant le weekend. Ce produit est transféré dans les silos de Val de l'Arc.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Molacq - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Question 4P1 :

Pour qui est prévue cette zone de stockage surdimensionnée, N'est-elle pas là pour compenser le manque de place à St Martin de Crau où Katoen est déjà présent ?

Réponse R4-1 :

Le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc n'est pas surdimensionné. Il faut faire une différence entre les silos de production sur le site pétrochimique et les silos de stockage sur Val de l'Arc (voir réponse 3).

Le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc n'est pas prévu pour compenser le manque de place à St Martin de Crau. A Saint Martin de Crau, nous construisons actuellement une nouvelle plateforme logistique de 72.000m² pour répondre à l'augmentation de demande de stockage de nos clients. A noter également que le site de Val de l'Arc est dédié pour le stockage des polymères plastiques (clients LBI, Ineos, Kraton, etc) tandis que les entrepôts à Saint Martin sont dédiés pour le stockage des biens de consommation (Décathlon, ZARA, Lapeyre, Castorama, etc). Comme vous pouvez constater, ce sont 2 types de clients différents, gérés par 2 départements opérationnels différents au sein du groupe Katoen Natie.

Question 5P1 :

Quid de l'emploi ? Rien ne semble pris en compte concernant l'emploi car le personnel existe déjà, donc rien concernant cette donnée qui est primordiale. Aucune création d'emploi n'est annoncée.

Réponse R5-1 :

Voir chapitre 4.12 de l'Etude d'impact. Nous avons prévu un effectif de 10 personnes sur le site. Il faut rajouter les intérimaires en cas de piques d'activité ainsi que les emplois indirects (maintenance, contrôles périodique obligatoire, enlèvement des déchets, restauration, etc.) et les emplois liés à la construction des nouvelles installations.

Question 6H5 :

Cette solution ressemble plus à une opportunité d'investissement qu'à un besoin réel car aucun investissement industriel n'est annoncé sur le site pétrochimique

Réponse R6-1 :

Les 3 dernières années, les grands industriels implantés autour de l'étang de Berre comme LyondellBasell, Ineos, Kem One et Total ont réalisé ensemble des investissements pour environ 730M€ étalés sur 4 à 6 ans (voir publications investissements Ineos, Kem One, Total, LyondellBasell ci-jointes).

Une partie de ces investissements a été réservé pour augmenter la capacité de production de ces usines sans augmenter la capacité de stockage sur les sites de production. En effet, les activités logistiques et d'entreposage ne sont plus compatibles avec les risques liés aux sites SEVESO et ainsi interdites à effectuer sur les sites de production. Avec le nouveau projet prévu sur le site de Val de



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Moissan - Eurobay Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

L'Arc, nous répondons à une demande de plusieurs clients pour augmenter la capacité de stockage prêt de leurs usines de production. Ce nouveau projet cadre dans notre croissance interne du groupe Katoen Natie et améliore notre service logistique régionale.

Question 7NT :

A-t-on tenu compte de la densité de circulation sur la N113 ? Alors que la ville de Berre l'Etang sera vite saturée, et que les poids lourds seront forcément amenés à traverser la ville de Berre l'Etang, car non seulement ce n'est pas interdit, mais c'est l'accès le plus court en sortant l'autoroute.

Réponse R7-1 :

La RD 113 a été étudiée voir réponse à la question 9.

De plus, le non développement des infrastructures routières en parallèle avec le développement des zones industrielles n'est pas de responsabilité des industriels mais des pouvoirs locaux.

Il est à noter que l'accès le plus court en sortant l'autoroute n'est pas par la ville de Berre l'Etang mais par la RD113. Les plans ci-dessous montrent que la distance pour accéder à la plateforme logistique de Val de l'Arc (VdA) mesure 7,30km via la RD113 et 12km via la ville de Berre l'Etang. De plus, le poids lourd qui veulent prendre la route la plus longue, ne traversent pas la ville de Berre mais la contournent via la route située à l'Est de la ville qui sert également à accéder au site pétrochimique de LB1



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

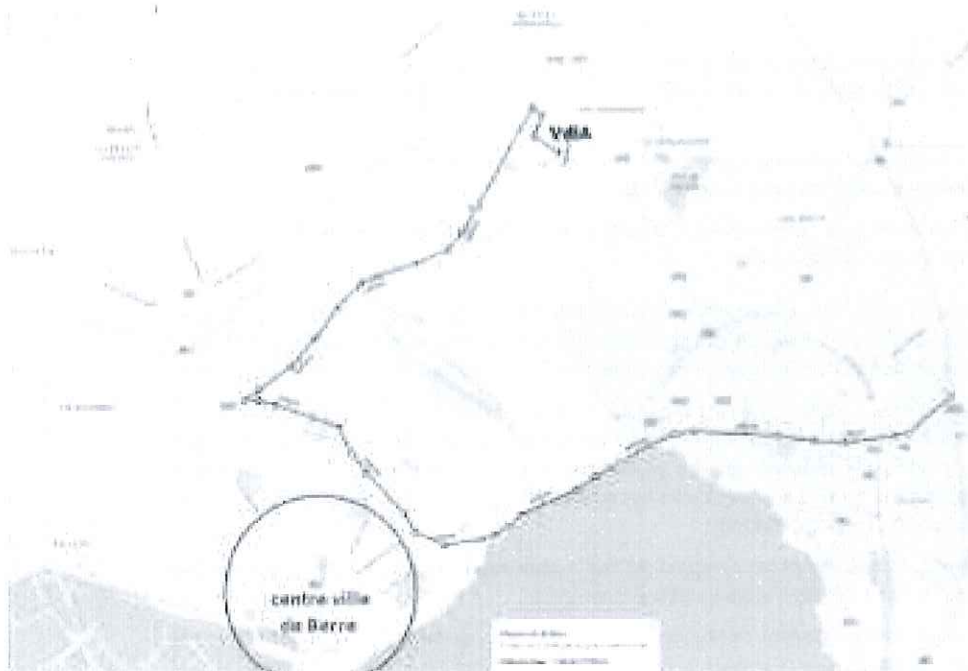
Accès plateforme Val de l'Arc via la RD113 : 7.5km





VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Motron - Eurocity Park
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Accès plateforme Val de l'Arc via la ville de Berre l'Etang : 12km



Question SNT :

Actuellement le rond-point de la CD21/N113 est déjà saturé

Réponse RB-1 :

Le non développement des infrastructures routières en parallèle avec le développement des zones industrielles n'est pas de responsabilité des industriels mais des pouvoirs locaux.

Le retour de nos employés et les chauffeurs qui utilisent nos installations existantes, nous fait conclure que le rond-point de la CD21/RD113 n'est pas saturé. Les seuls ralentissements se font le matin dans le sens La Fare les Oliviers vers Rognac et le soir dans l'autre sens à cause du trafic entre le lieu d'habitation et le lieu du travail et vice-versa. En dehors de ces piques, d'une durée assez courte et essentiellement provoqué par des voitures personnelles et pas par des poids-lourd, le trafic est très fluide.

Question SHS :

En sous-dimensionnant l'activité routière, on a sous-dimensionné l'aspect pollution et les accidents de circulation routière de la zone.



VAL DE L'ARC
373, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13100 BERRE L'ETANG
FRANCE

Réponse R9-1 :

L'estimation du trafic routier lié au site de la société VAL DE L'ARC a été estimée en fonction du retour d'expérience du site (déjà existant), et du savoir-faire reconnu de l'entreprise dans le domaine de la logistique.

De plus, au vu du nombre de personnes prévisionnelles sur site, il paraît peu envisageable d'avoir un nombre de rotations très supérieur à la moyenne estimée.

Enfin, dans l'étude d'impact au chapitre 4.4.2.1, il a été analysé l'impact du trafic estimé du site sur le trafic déjà existant. Voir extrait ci-dessous.

« Le trafic poids-lourd prévu sur le site (100 rotations par jour) correspond à environ 2,7% du trafic total (VL+PL) de la route départementale RD211 (desservant la ZAC), environ 0,3% du trafic total de la route départementale RD113 (très proche du site) et environ 0,7 % du trafic total de l'autoroute A7.

Par ailleurs, compte-tenu du trafic actuel important sur les différents tronçons étudiés et de la qualité de l'air ambiant décrit au paragraphe 3.3.1, il est tout à fait concevable de conclure que le trafic généré par le projet sur les parcours analysés aura un impact négligeable sur la qualité de l'air ambiant et respectera les objectifs de qualité de l'air. Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée par deux études PPA menées dans les BOUCHES-DU-RHÔNE :

- Tout d'abord, il s'agit de l'étude d'impact sur l'air menée sur la plate-forme logistique CLESUD réalisée par le CETE Méditerranée en date du 02.10.08.

Rappel des données d'entrée : surface de la plate-forme CLESUD sur la commune de MIRAMAS : 280 ha, 1000 personnes, Trafic Moyen Journalier Annuel < à 3000 véhicules / jour dont 20 % de PL.

Cette étude a mis en évidence que l'impact du trafic lié à CLESUD est faible et que les valeurs réglementaires ne sont pas dépassées (objectifs de qualité et valeurs limites pour la protection de la santé humaine). L'augmentation principale se situe sur la route fictive dans CLESUD.

- Et plus récemment l'étude PPA menée collectivement par 4 logisticiens (OFFICE DEPOT, KATOEN NATIE, CASTORAMA et DISTRIMAG) des zones ECOPOLE et BOIS DE LEUZE sur la commune de SAINT-MARTIN-DE-CRAU.

Rappel des données d'entrée : participation de 11 entrepôts représentant 47 cellules de stockage, flux PL entrant dans les zones : 72 748 (sur la base de 264 jours d'exploitation), flux PL sortant des zones : 75 473 véhicules (sur la base de 264 jours d'exploitation), périmètre de l'étude du trafic induit sur une zone de 2km x 2km par rapport aux limites de propriété des sites considérés, modélisation incluant également le trafic VL des salariés des 4 exploitants.

Les concentrations maximales obtenues par les modélisations de dispersion atmosphérique ont été comparées aux valeurs de références de chaque polluant. Un ratio entre les valeurs calculées et les valeurs guides a été déterminé pour chaque polluant. En conclusion, les ratios calculés pour chaque polluant sont très inférieurs aux valeurs de référence. »

Question 10P1 :

A-t-on identifié réellement l'activité prévue dans cette zone par rapport à ce qui existe déjà sur la commune de Rognac ? Les activités identiques existent et risque de déboucher sur des fermetures de



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

site et des pertes d'emplois. Le PVC est actuellement stocké chez PRESTAPLAST Rognac..., qui est un concurrent direct de KATOEN

Réponse R10-1 :

Avec le stockage prévu sur le site de Val de l'Arc, nous répondons à une demande de plusieurs clients pour avoir plus de stockage disponible prêt de leurs usines de production dans un marché économique libre. Suite à l'annonce de cette extension de stockage, un de nos clients a déjà signé un contrat pour gérer le stockage de ses biens sur une surface de 10.000m². En ce qui concerne la société Prestaplast, nous sommes convaincus que nos nouvelles installations ne déboucheront pas sur une fermeture de ce site car plusieurs clients se retournent vers nous parce que Prestaplast doit malheureusement les refuser à cause d'un manque de capacité de stockage chez ce prestataire logistique. Au contraire, l'arrivée de notre projet arrive au bon moment évitant des transferts inutiles vers d'autres plateformes logistiques trop éloignées en France et en Europe. Avec ce nouveau projet Val de l'Arc contribue à la réduction des émissions CO2 et à la réduction des accidents de circulation en réduisant fortement la distance entre les lieux de production des polymères et la plateforme de stockage des polymères.

Question 11T :

A-t-on bien identifié les risques de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC, activité qui est déjà montrée du doigt par des plaintes de riverains de Berre l'Etang et dont la solution n'est pas apportée par les installations actuelles pourtant maîtrisées par le fabriquant de PVC KEMONE ?

Réponse R11-1 :

Le risque de pollution en ce qui concerne le stockage de PVC est maîtrisé par la mise en place des mesures suivantes :

- 1) Chaque silo est équipé d'un filtre en toiture pour capturer le PVC lors du déchargement de la citerne vrac dans le silo. Actuellement nous n'avons pas encore reçu de PVC dans nos silos. Par contre, ces filtres montrent déjà leur efficacité car nous entreposons actuellement un produit avec des caractéristiques physiques similaires au PVC sans avoir des problèmes pendant le déchargement ni des plaintes de riverains.
- 2) Des procédures opérationnelles existent pour expliquer le bon déroulement d'un chargement ou déchargement d'une citerne vrac ou camion avec des palettes afin d'éviter au maximum toute gaspillage et toute pollution.
- 3) Si l'opérateur a accidentellement versé du PVC par terre (sac crevé ou citerne surchargée par exemple), le PVC est immédiatement balayé et mis dans une benne de récupération. Nous avons des bennes dédiées par type de produit.
- 4) Si par erreur, du PVC entre dans le réseau pluvial, les avaloirs sont équipés de paniers pour garder un maximum de produit et le produit qui arrive à passer est finalement retenu par le déshuileur-débourbeur en aval du réseau eau pluvial avant que l'eau est rejeté dans le réseau public.



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Le risque de pollution en cas d'un incendie est traité au chapitre 8.1.1 de l'étude de danger, ainsi qu'au chapitre 8.3 avec les simulations de flux thermiques et de dispersions atmosphériques dans le cas d'un incendie.

Question 12P1 :

Il y a suffisamment de place sur le site de LBI suite aux fermetures de la raffinerie.

Réponse R12-1 :

Nous ne comprenons pas la question ? A notre avis, la question est incomplète et on ne peut malheureusement pas la répondre.



KATOEN NATIE

VAL DE L'ARC
373, Allée Henri Molaison - Eurodey Parc
13120 BERRE L'ETANG
FRANCE

Une nouvelle unité d'électrolyse pour Kem One à Lavera

Source : Nouvelle Usine – 29 06 2017

Un temps menacé de disparition, Kem One a redressé la tête et ses comptes pour tenter désormais de se hisser "parmi les meilleurs", selon son président et actionnaire depuis 2014, Alain de Krasny. Le groupe chimique, deuxième producteur européen de PVC (polychlorure de vinyle), inaugurera le 29 juin une nouvelle unité d'électrolyse sur son usine chlorochimique de la plate-forme pétrochimique de Lavera, près de Martigues (Bouches-du-Rhône).

Reposant sur une technologie d'électrolyse membrane, moins consommatrice d'énergie et moins polluante, l'équipement représente un investissement de 150 millions d'euros sur un programme plus global de modernisation de 250 millions d'euros engagé en 2014 sur ce site pour remplacer des installations obsolètes, le fiabiliser et réduire son impact environnemental.

Ce chantier de conversion des électrolyses avait débuté en septembre 2015. L'unité de Lavera produit du chlore, de la soude, de l'hydrogène et de l'eau de javel. Le chlore sert à la fabrication sur place de chlorométhane, de chlorure ferrique et de chlorure de vinyle monomère (CVM) polymérisé ensuite sur d'autres sites du groupe pour produire du PVC.

Kem One possède près de l'étang de Berre deux autres usines, à Fos-sur-Mer et Berre-l'Etang, et deux autres dans le sud de la France, à Vauvert (Gard), spécialisée dans le chlorure de sodium, et Saint-Auban (Alpes-de-Haute-Provence) qui produit du PVC émulsion à partir de l'acheminement du chlorure de vinyle monomère issu de Lavera. D'autres investissements sont envisagés à l'avenir pour poursuivre l'accroissement des performances des différentes installations, en fonction du marché et de l'amélioration des résultats économiques de l'entreprise.

Il est ainsi envisagé de remplacer la moitié des électrolyses de l'usine de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) pour la doter d'un procédé plus économe en énergie. Kem One emploie 1 350 personnes dont 1 250 en France où elle exploite deux autres sites, à Balan, dans l'Ain (PVC suspension) et Saint-Fons (PVC, PVC surchloré, eau de javel), au sud de Lyon.



VAL DE L'ARC
372, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

LyondellBasell investira 200 millions d'euros à Berre-l'Etang

Sources : Nouvelle Usine – 24 09 2014

La direction de LyondellBasell à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône) assure vouloir pérenniser le site pétrochimique. L'investissement s'étalera sur six ans.

Invité par le conseil communautaire d'Agglopolo Provence* à s'exprimer sur les intentions de son groupe en Provence, Jérôme Mannignay, directeur du site de LyondellBasell à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône), a fait en sorte de rassurer élus et population. La fermeture de la raffinerie est actée définitive, mais les négociations engagées avec les pouvoirs publics et les syndicats, depuis la signature d'un compromis en juin dernier, ont débouché sur l'annonce d'un montant de 200 millions d'euros d'investissements à engager dans les six prochaines années.

Le projet vise à la fois à consolider le site, le revitaliser sur les terrains occupés par l'unité de raffinage, nettoyer et dépolluer jusqu'en 2018 pour être réaffectés à terme à des activités économiques.

UNE CENTAINE D'EMPLOIS POURRAIENT ETRE CREEES

Environ 100 millions d'euros seront consacrés au maintien de l'outil industriel, une cinquantaine de millions d'euros aux grands arrêts de maintenance des différentes unités chimiques et une somme équivalente pour accroître la compétitivité globale de l'installation pétrochimique.

Selon le directeur, une centaine d'emplois pourrait être créés par ces projets. Pour le président d'Agglopolo Provence, Nicolas Izard, "LyondellBasell a rendu une bonne copie pour assurer sa pérennité sur notre territoire. C'est un effort important". Le maire de Berre-l'Etang, Serge Andreoni, se réjouit qu'après la perte de 350 emplois sur la raffinerie, "l'industriel pérennise les 950 emplois répartis sur les autres installations, mais aussi plus de 2 000 emplois dans la sous-traitance".



VAL DE L'ARC
375, Allée Hène Moisson - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Transformer la raffinerie de La Mède

Source : <https://www.total.com/sites/default/files/atoms/.../annexes-plan-raffinage-mede-fr.pdf>

Un investissement de 200 millions € pour transformer le site et créer la première bio-raffinerie française, l'une des plus grandes d'Europe, pour répondre à la demande croissante en biocarburants.

Afin de restaurer durablement la compétitivité de son site de La Mède, Total va transformer une partie de ses unités pour y développer des activités d'avenir. Parallèlement, Total maintiendra certaines activités de raffinage de produits pétroliers, tout en arrêtant, fin 2016, le traitement de pétrole brut lourdement déficitaire.

Répondre à la demande croissante en biocarburants

L'activité phare du site sera une bio-raffinerie de taille mondiale (500 000 t/an) qui produira du biodiesel grâce au raffinage d'huiles usagées en priorité et d'huiles végétales en complément. Total a choisi une nouvelle technologie française fournie par Axens qui permet de produire un biodiesel (HVO) de grande qualité qui se mélange parfaitement au diesel, sans aucun impact sur la qualité du carburant ou sur les moteurs, et sans limite d'incorporation.

En Europe, une directive fixe l'objectif de 10% d'énergie renouvelable dans les transports en 2020. En France, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit de faire croître la part des biocarburants de 7,7% en 2014 à 15% d'ici 2030. La transformation de La Mède s'inscrit ainsi dans une dynamique d'avenir, en phase avec la volonté du Groupe de prendre une part active au développement des énergies renouvelables, notamment de la biomasse, compléments indispensables aux énergies fossiles pour assurer les besoins de demande en énergie tout en maîtrisant les émissions de CO2.

Maintenir les synergies avec la pétrochimie et développer des activités porteuses

Parallèlement à la transformation d'une partie des unités du site et à l'arrêt du traitement de brut, Total maintiendra les activités de raffinage rentables et en développera d'autres. Parmi elles :

- Le maintien de certaines unités de raffinage (reformeur) pour produire l'hydrogène nécessaire au bio-raffinage permettra de conserver l'ensemble des synergies entre La Mède, Naphtachimie et la pétrochimie locale. Total réaffirme ainsi sa présence durable dans Naphtachimie (JV 50/50 Total/Ineos). Total développera également son activité de jet fuel pour aviation civile en visant 30% du marché européen à partir du site de La Mède.
- Le développement d'une plateforme de logistique et de stockage (1,3 million m3) dédiée aux activités de négoce de produits raffinés et à la fourniture des clients de Total. Cette plateforme contribuera à l'activité du Grand Port Maritime de Marseille.
- La construction d'une ferme photovoltaïque de technologie SunPower (filiale de Total), d'une capacité de production de 8 MW, qui permettra de satisfaire 50% des besoins en électricité du site.
- La construction d'un atelier de production d'AdBlue, un additif qui permet de diminuer les émissions d'oxydes d'azote des moteurs diesel et dont le marché est en forte croissance.
- Après le succès du centre de formation Oléum créé dans le cadre de la reconversion du site de Dunkerque, la création d'Oléum Sud, une école de formation à taille réelle en



VAL DE L'ARC
375, Allée Henri Matisse - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

partenariat avec IFP Training, orientée notamment vers la formation dans les métiers de l'Exploration-Production.

- Total s'engage à s'associer aux initiatives des collectivités locales en faveur du développement de nouvelles activités dans la région PACA, et à accompagner tout particulièrement les entreprises partenaires concernées par l'évolution du site en mettant en place un fonds de soutien. Total rencontrera ainsi chacune de ces entreprises, qui représentent environ 250 emplois, pour examiner et anticiper avec elles les solutions d'accompagnement vers les nouvelles activités. Par ailleurs, la phase de construction de nouvelles unités représentera une activité supplémentaire pour les entreprises locales.



VAL DE L'ARC
375, Allée René Moléon - Eurocity Parc
13130 BERRE L'ETANG
FRANCE

Ineos déploiera 200 M€ pour renforcer ses positions à Anvers, Lavéra et Cologne

Source : INFOCHEMIE – 24 09 2018

Le pétrochimiste britannique a lancé un plan d'investissement de 200 millions d'euros pour renforcer son réseau européen d'oxyde d'éthylène. La majeure partie sera investie sur le gigantesque complexe d'Ineos à Anvers. Ceux de Lavéra et de Cologne en bénéficieront aussi.

Il y a vingt ans, Ineos faisait ses premiers pas. Son premier fait d'armes aura été de mettre la main, en 1998, sur le complexe de ZwiJndrecht, près d'Anvers, en Belgique. En reprenant ces actifs d'oxyde d'éthylène de BP, Ineos démarrait ainsi son histoire industrielle, avec une stratégie initiale d'acquisition d'actifs pétrochimiques repris auprès des plus grands. D'une entité de 400 salariés pour un chiffre d'affaires annuel de 200 millions d'euros, Ineos s'est transformé depuis en un géant de l'industrie chimique. L'an dernier, ses ventes ont atteint les 60 Mds € et il recensait 20 000 salariés à travers 171 sites dans 24 pays. Pour fêter cette réussite, Ineos vient d'officialiser un investissement de 200 ME en Europe, destiné à sa première activité d'origine, l'oxyde d'éthylène, et en grande partie pour son tout premier complexe, à ZwiJndrecht.

À lui seul, le complexe belge de la division Ineos Oxide absorbera 150 ME de cette enveloppe destinée à dégauchir les capacités d'oxyde d'éthylène et de dérivés, d'améliorer les capacités de stockage et de distribution, ainsi que d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de trois de ses quatre complexes européens. En plus d'Anvers, il s'agit de ceux de Cologne, en Allemagne, et de Lavéra (Bouches-du-Rhône). Rien n'a été mentionné pour celui de Hull, au Royaume-Uni.

Numéro un de l'oxyde d'éthylène en Europe de l'Ouest

À ZwiJndrecht, Ineos Oxide installera une sixième unité d'alcoxylation, laquelle doit démarrer très vite, avant la fin 2018, et ajouter des capacités de 2 000 tonnes pour le stockage d'oxyde d'éthylène. Le groupe a par ailleurs conclu un accord avec RWE, le géant allemand de l'électricité, pour acquérir l'unité Inesco Combined Heat and Power qui fournit de la vapeur et de l'énergie directement sur le complexe de ZwiJndrecht. Cette acquisition devrait se finaliser avant la fin de l'année. Les complexes de Cologne et de Lavéra se partageront les 50 ME d'investissements restants. Il s'agira d'améliorer la production d'oxyde d'éthylène à Lavéra notamment. Ineos n'a pas plus précisé à ce stade.

Ineos Oxide se présente comme le numéro un de l'oxyde d'éthylène en Europe de l'Ouest. L'entité est focalisée aussi sur les dérivés et sur l'oxyde de propylène et dérivés. Au total, Ineos Oxide dispose de capacités totales de 3 millions de tonnes par an en Europe. Ailleurs dans le monde, les seules autres capacités sont implantées aux États-Unis, en l'occurrence à Freeport (Texas) et Plaquemine (Louisiane), pour un total de seulement 190 000 t/an. Les actifs nord-américains devraient toutefois prendre du poids à l'avenir.

